le monde libertaire
hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde libertaire

Vlad le Terrible

Koursk
La réalité dépasse la fiction

Murs
États-Unis, Israël, même combat

Ukraine
La guerre tiède

Côte d'Ivoire
dans le chocolat jusqu'au cou

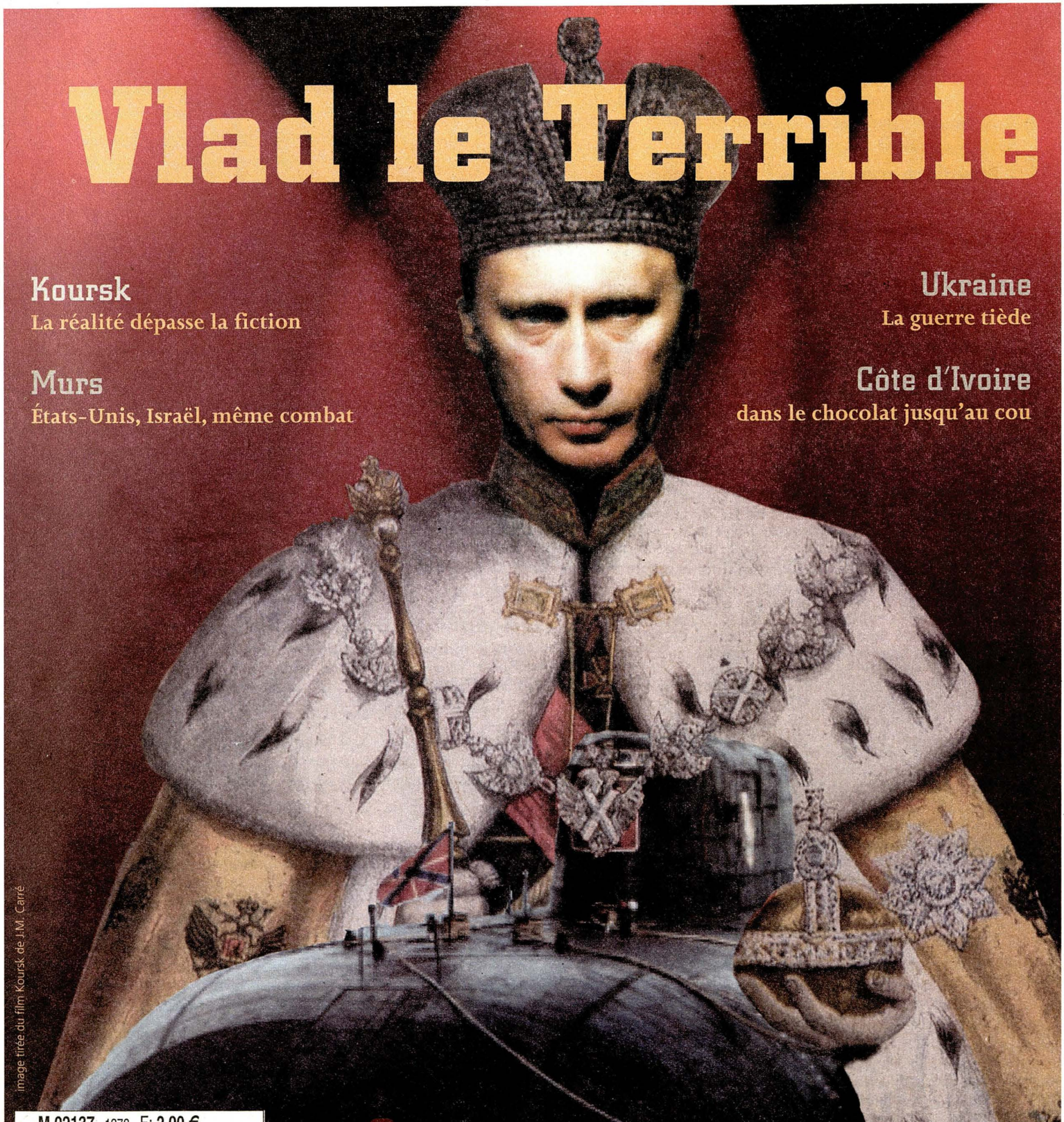


image tirée du film Koursk de J.M. Carré

M 02137 - 1378 - F: 2,00 €

2€

ISSN 0026-9433

« Il n'y a pas de tyrans, il n'y a que des esclaves »

Étienne de La Boétie

hebdo n°1378

du 2 au 8 décembre 2004

Sommaire

Nouvelles des fronts, États-patrons et tour d'Europe, par Hughes, *page 4*

Côte d'Ivoire, culture du cacao sur fond de crise, par Pascal, *page 5*

Le père Fouettard à l'école, par Jes Futuro, *page 8*

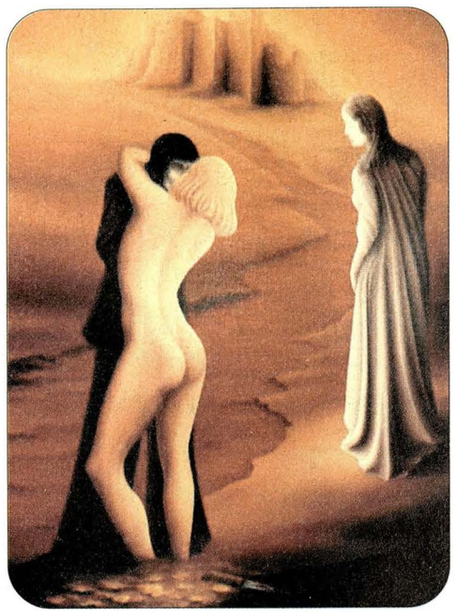
Quand l'autruche retourne vers le passé , par Fred , *page 9*

Ramdam à la mosquée, par Nicolas, *page 9*

Frontière mexicaine, le mur américano-mexicain par Mei Lingg, *page 12*

Israël/Palestine, anarchistes contre le mur, par Yossi Bartel, *page 13*

Le Vatican attaqué par des **soucoupes** volantes, par Olivier, *page 14*



L'intégration dynamique des handicapés, par Antonio Martin Bellido, *page 15*

Visages de la science, et *Réfractions*, par Patrice Schiller, *page 17*

***Koursk*, sous-marin en eaux troubles,** un film de J.-M. Carré, par les Chroniques rebelles *page 19*

Chrétienté et logique, c'est impeccable, par Nestor Potkine, *page 21*

Vie du mouvement, *page 22*

Agenda anarchiste et **Radio libertaire,** *page 23*

Directeur de publication : Bernard Touchais
Commission paritaire n° 0609 C 80740
Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977
Routage 205 – EDRB
Diffusion NMPP

Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (hors série inclus)	France * (+ DOM TOM)	Sous pli fermé * France	Étranger **
3 mois 13 nos	◯ 20	◯ 32	◯ 27
6 mois 25 nos	◯ 38	◯ 61	◯ 46
1 an 45 nos	◯ 61	◯ 99	◯ 77
Abonnement de soutien	◯ 76		

* pour les détenus et les chomeurs, 50% de réduction en France métropolitaine (sous bande uniquement)
** les chèques tirés sur des banques hors france subissant une taxe exhorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

(en lettres capitales)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

_____

Code postal _____ Ville _____

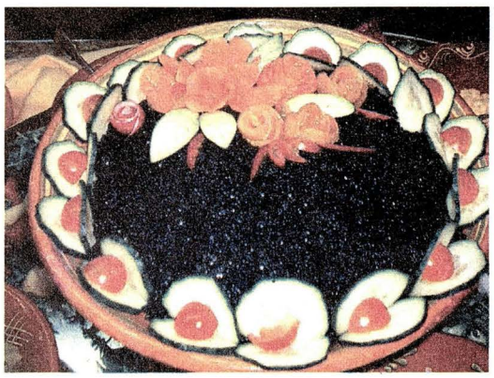
◯ Chèque postal ◯ Chèque bancaire ◯ Virement postal (compte CCP Paris 1 128915 M)

Réglement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tel : 01 48 05 34 08 - Fax : 01 49 29 98 59

Editorial

Stalinien un jour, stalinien toujours



L'ancien responsable du KGB Vladimir Poutine, à la tête de l'empire de toutes les Russies. se bat pour conserver son pouvoir en Ukraine. Pays qu'un autre Vladimir, en 1918, n'a pas hésité à céder aux Allemands, pour sortir du marasme de la Première Guerre mondiale et reconsolider le reste de l'empire.

Jipé

Vaudeville ou débat politique? Les guerres internes de succession aux rènes de l'État ont pris dernièrement de l'ampleur au niveau du spectacle. Les tristements célèbres « frais de bouche » de la mairie de Paris peuvent aller se rabiller. Le «sacre» de Nicolas Sarkozy, son coût, alimentent les rumeurs au sujet du frétillant jeune loup promu président de l'UMP. Au moins peut-on dire que l'argent des contribuables n'aura pas été mis à contribution, mais va savoir!

Après la grand-messe dimanche dernier au Bourget, que se passe-t-il à gauche ? Les militants socialistes ont eu à se prononcer en début de ce mois de décembre sur le projet de constitution européenne. Ces deux épisodes de la vie politique française vont influer sur le paysage hexagonal.

Certes les anarchistes n'ont aucune illusion sur la capacité de transformation sociale des partis politiques. Entre une droite qui poursuit la désagrégation des acquis sociaux et une gauche qui affiche majoritairement son renoncement anticipé, tout le confirme. Mais avec l'élection de Nicolas Sarkozy à la tête de l'UMP, dans la machine de guerre pour la prochaine présidentielle, la frange la plus réactionnaire de la droite a maintenant un chef de file et il ne faudrait pas mésestimer cet événement. L'UMP, la droite française à la sauce américaine et le «réformisme assumé» du PS, le chemin vers un autre futur sera semé d'embuches.

Pendant ce temps-là les États-Unis peuvent soutenir la grève générale en Ukraine et le Portugal continuer à poursuivre juridiquement les femmes ayant avorté.

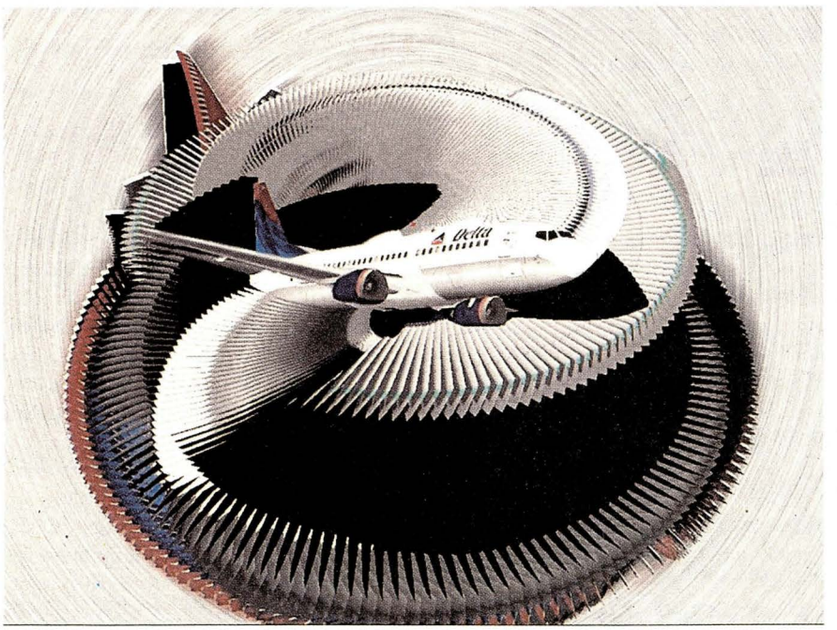
Près de 50 000 cheminots sur le pavé parisien pour exprimer leur mécontentement éclaire un peu ce paysage terne. Mais pour renverser la tendance il faudrait que l'unité à la base soit dans les luttes plus que dans la défense des acquis.

Parlez de l'Ukraine à un anarchiste et vous verrez sans tarder son regard s'illuminer de nostalgie et de fierté. Souvenirs de Makhno et de ces vigoureux cosaques qui ont bien failli renverser l'histoire du côté de la mer Noire, mythique accès aux mers chaudes. Mais l'histoire repasse rarement les plats, elle ne bégaie même plus.

Aujourd'hui c'est plus vraiment ça. L'effondrement de l'Empire soviétique des années quatre-vingt-dix a conduit de nombreuses républiques vers l'autonomie et l'indépendance avec tous les attributs conventionnels d'un État et d'un système démocratique, ni meilleur ni pire qu'un autre, à l'image de ceux que nous connaissons par chez nous: parlement, partis politiques, conseils, commissions et organismes de contrôle de tout poil et tous crins. L'Ukraine n'est ni plus ni moins qu'une autre. La difficulté cette fois ci est de se défaire d'un grand frère parfois un peu encombrant. Les événements récents illustrent bien, s'il en était besoin, la tentation hégémonique de la Russie dans toute cette région. Visiblement, la digestion de la sécession des républiques n'est pas encore achevée. Poutine, ancien responsable du KGB en Allemagne de l'Est, est un animal à sang froid. Formaté par une culture stalinienne implacable, il est absolument incapable de reconnaître le moindre tort de même qu'il ne sait admettre la moindre contestation du pouvoir qu'il s'imagine avoir sur l'Ukraine et ailleurs. Les méthodes sont archi connues et ne leurrent plus grand monde. Il ne peut simplement pas agir sur Kiev comme il agit sur Grozny. Et cette fois-ci la ficelle est peu trop grosse et le trucage des élections pas vraiment discret, à tel point que tout l'Occident s'en mêle. L'Ukraine ferait sans doute très bien dans le décor européen des prochaines années. Là où un quelconque satrape africain assisté d'une bande de mercenaires n'aurait intéressé personne, sinon quelques opposants hurlant du fond de leur cellule et que personne n'écoute, ici, les États occidentaux n'envisagent à aucun moment de céder la moindre parcelle de butin de la guerre froide définitivement gagnée. Ce bon vieux curaillon de Lech Walesa ne s'est d'ailleurs pas trop trompé. Fidèle à sa doctrine catholique réactionnaire, c'est bien pour apaiser les esprits qui montent en chaleur qu'il est sorti de la naphtaline pour aller battre le pavé, ou plutôt occuper la tribune. Médiateur, mes fesses! Le toujours faux-cul ancien président de la république polonaise ancien ouvrier des chantiers navals, ancien symbole de la résistance marxiste, ancien taulard mais toujours cul béni, est bien là pour frapper là où ça fait mal. S'il est vrai qu'il n'est pas pour rien dans le démantèlement de l'URSS, il reste malgré tout pour nous, libertaires, un repoussoir.

Il serait sans doute trop facile de critiquer le système électoral en bloc, et de claironner que les élections ne peuvent engendrer que ce genre de situation et qu'elles ne servent à rien. Opposer les deux adversaires n'a pour nous, il est vrai, qu'assez peu de sens et les limites du suffrage universel, comme ils disent, sont bien là. Mais privées de représentativité pendant des décennies, les populations supportent difficilement, au bout d'un temps, qu'on étouffe leur voix, leurs choix et leurs désirs au profit d'une oligarchie qu'elles vomissent. Frustrations et humiliations ont souvent été des détonateurs puissants et échappant au contrôle des apparatchiks officiels. L'heure n'est pas à l'insurrection libertaire en Ukraine, mais il est bon parfois que la rue fasse la loi. Voilà le ferment anarchiste.

Nouvelles des fronts



Enfin un patron qui tient ses promesses, Delta Air Lines, après l'avoir annoncé, confirme 7000 licenciements. Et comme en plus, il est juste, y'en aura pour tout le monde, 2000 dans la maintenance, 3100 dans le service aux clients, et environ 1700 dans l'administration.

En Norvège, l'État-patron lui aussi tient ses engagements et devient briseur de grève. Il a en effet inventé une nouvelle forme d'ultimatum nommé avec un humour social-démocrate ravageur : « médiation forcée ».

Le syndicat minoritaire OFS a dû avaler son chapeau et les ouvriers de l'offshore renoncer à leur mouvement après quatre mois, sans aucune avancée. Le droit de grève en Norvège, comme au Libéria la vie d'un travailleur, vaut moins qu'un baril de pétrole ! Les mauvais esprits s'en doutaient…

Hic et nunc, tout va bien aussi. AOL-France envisage de supprimer entre 6 % et 9 % de ses effectifs, soit entre 70 et 120 emplois sur 1350. Y'a pas à se plaindre, au siège, en Virginie (États-Unis), c'est 700 emplois qui vont passer à la trappe. En ce qui concerne les Hexagonaux, pas de souci à se faire, un lien internet leur est garanti avec le portail de l'ANPE.

Des petites victoires néanmoins, après 31 jours de grève, les cuisiniers du RUC à Paris vont (enfin) toucher leurs heures supplémentaires et des élections du personnel seront organisées. Ce qui prouve que tout ce qui est écrit dans *le Monde libertaire* un jour ou l'autre se réalise, à condition toutefois de ne pas être trop pressé.

Assurance chômage, 10 milliards d'euros de déficit annoncés, les futurs nouveaux recalculés n'ont qu'à bien se tenir. Un coup de paritarisme, trois signatures, et le tour est joué : un nouveau PARE, c'est-à-dire moins d'allocations et moins longtemps. On peut faire confiance à la CFDT, elle veille aux bons équilibres gestionnaires, donc à nos intérêts. Quelques chiffres pour le moral, selon la CNAM, autre haut lieu du paritarisme, les ouvriers et les employés sont plus souvent en arrêt de travail que les autres catégories socio-professionnelles. Tous des tire-au-cul… à moins qu'un boulot pourri, effectué sans considération, ça finisse par rendre malade, mais ça, la CNAM n'en parle pas.

Le syndicalisme, lui-aussi est bien malade, selon la DARES, seulement 8,2 % des salariés seraient syndiqués (7,5 % de femmes, 9 % d'hommes), seulement 5,2 % dans le secteur privé, plus souvent des cadres que des ouvriers.

Tout fout le camp et, pourtant, certains ont le culot de parler de leur représentativité ! En réalité, un syndicalisme en bien piteux état qui paie de fait toutes les « petites » trahisons dont ses bureaucraties se sont rendues capables/coupables. Comme dirait l'autre, le syndicalisme de service et de collaboration, ça eut payé… Époque bien lointaine et combien regrettée. Que les futurs apparatchiks se rassurent, il reste encore quelques places à prendre à Bruxelles, l'avenir de la CES est radieux.

Europe, belle et sociale Europe… miroirs aux alouettes, atelier collectif de plumage de la volaille salariée. La commission Prodi, avant de quitter la scène, fait un cadeau royal aux barons d'ici et d'ailleurs. Elle a en effet décidé de déréglementer la durée du temps de travail en Europe.

Cette dernière jusque-là limitée à 48 heures (eh oui !) pourra dorénavant aller jusqu'à 65 heures (et encore oui). Le XIX[e] siècle est à nos portes et Blaire est son colporteur. En Grande-Bretagne, 15 % de la population active, soit 4 millions de salariés, travaillent déjà plus de 48 heures. Une fois encore, le patronat européen se félicite d'avoir inventé cette belle utopie et remercie les députés prébendiers de leur fidélité. Mais, chut ! Cohn-Bendit veille, et il n'a pas dit son dernier mot…

Hugues
groupe Pierre-Besnard
de la Fédération anarchiste

La Côte d'Ivoire est chocolat !

Sécheresse, grève des planteurs et reprise de la crise ivoirienne ; les cours de la fève jouent au yo-yo au gré des événements qui rythment le premier producteur mondial.

En Côte d'Ivoire, ce sont environ 6 millions de personnes sur une population de près de 16 millions d'habitants, qui vivent de la culture du cacao dans quelque 620 000 petites plantations réunies en coopératives. La filière cacao, dont la Côte d'Ivoire est le premier producteur avec 42 % de parts de marché pendant la campagne 2003-2004, représente près de 40 % des recettes d'exportation et 20 % de son produit intérieur brut estimé à 8 000 milliards de francs CFA, soit 12,2 milliards d'euros. Le budget de l'État s'élevait en 2003 à 1 987 milliards de francs CFA. Le commerce de la fève y alimente donc copieusement les caisses de l'État : les taxes – dont le « droit unique de sortie » (DUS) – y sont deux fois plus élevées qu'au Ghana voisin, le second producteur mondial, si bien que « sur le cacao, le paysan ivoirien gagne la moitié de son homologue camerounais ou ghanéen », dénonce un négociant.

Un été chaud...

Tandis que la sécheresse qui a frappé cet été les États d'Afrique de l'Ouest laissait espérer une diminution de 10 à 20 % de la récolte locale 2004-2005 par rapport à la précédente – la tonne de cacao passait en quelques jours de 1 350 à plus de 1 700 dollars sur le Coffee, Sugar and Cocoa Exchange (CSCE) –, la remontée du taux d'humidité à la normale annihilait l'embellie. Nous étions « dans une période où la moindre rumeur sur une baisse de la production créait la panique sur le marché », notait un trader, tandis que s'ajoutaient des facteurs techniques forts soutenus par les fonds spéculatifs « si bien qu'il n'y avait aucune vente », continuait-il. La prise de bénéfices de ces mêmes fonds ne laissaient aucune chance aux cours qui dégringolaient dès la fin du mois d'août. Il fallait attendre une grève quasi générale des planteurs ivoiriens mécontents du faible relèvement du prix d'achat bord champ (qui n'est qu'indicatif) et de la gestion de leur filière pour que les cours reprennent quelques couleurs.

Depuis la libéralisation du secteur en Côte d'Ivoire qui a amené au démantèlement de la très étatique Caistab (Caisse de stabilisation) en 2000, ce sont aujourd'hui cinq structures – toutes aussi opaques les unes que les autres – qui déterminent ce fameux prix d'achat : l'autorité de régulation du café-cacao (ARCC), le fonds de développement et de promotion des activités des producteurs de café et de cacao (FDPCC), le fonds de garantie des coopératives du café et du cacao (FGCCC), la Bourse du café et du cacao (BCC) et le fonds de régulation et de contrôle café-cacao (FRC). À titre d'exemple, la BCC, dont le rôle est de prélever les taxes sur la production, extorquerait aux planteurs près de 320 francs CFA par kilo de fèves alors qu'ils ne recevraient, pour la même quantité, que 300 francs CFA en moyenne. « L'ethnie de Laurent Gbagbo, les Bété qui constituent 12 % de la population ivoirienne, contrôle l'ensemble de l'appareil fiscal », confirme un familier de la filière, dont la crainte est qu'on se dirige vers la « tribalisation » de la culture du cacao.

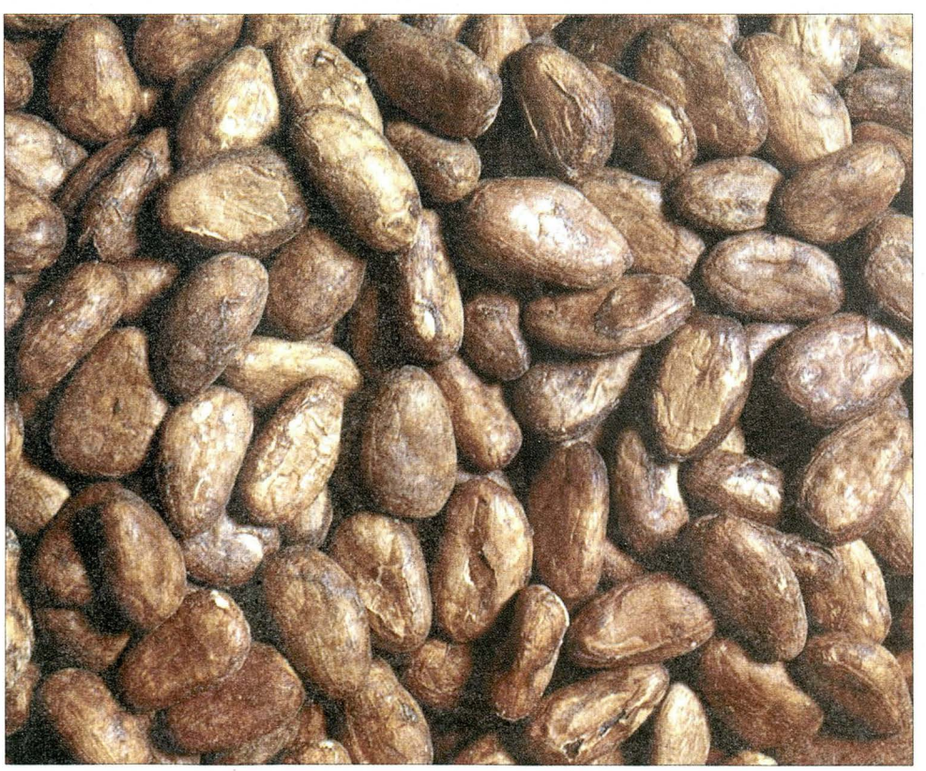
Depuis le 11 octobre, ces différents acteurs ont relevé à 390 francs CFA le kilo bord champ pour les trois premiers mois de la nouvelle campagne (octobre-décembre). Le prix bord champ était de 385 francs CFA (59 centimes d'euros) le kilo en 2003-2004 pendant la récolte principale, avant d'être ramené à 365 francs CFA lors de la récolte intermédiaire. Il faut rappeler qu'au premier trimestre 2003, celui-ci atteignait 625 francs CFA. Selon un conseiller du président Gbagbo, ce prix aurait pu être augmenté à hauteur de 60 % du prix CAF (coût, assurance et fret), actuellement entre 750 et 850 francs CFA, soit aux alentours de 460 francs CFA. D'autant que les dernières estimations publiées par le courtier new-yorkais Refco font état d'une production mondiale 2004-2005 qui s'élèverait entre 2,9 et 3 millions de tonnes (Mt), dont près de 1,4 Mt en Côte d'Ivoire, pour une consommation comprise entre 3,1 et 3,2 Mt.

Dans ces conditions favorables aux producteurs – demande supérieure à l'offre –, les planteurs, réclamant un prix minimum garanti de 500 francs CFA, commençaient le 18 octobre un mouvement de grève illimité en bloquant les routes afin d'empêcher le cacao d'arriver aux ports. À Abidjan, Aboisso et Abengourou entre autres, ce sont quelques centaines de tonnes qui auraient été détruites. Plus radicaux, les planteurs de Guiglo exigeaient « une hausse du prix du kilo à 700 francs CFA pour permettre aux paysans d'améliorer leurs conditions de vie et mieux se prendre en charge », déclarait Hervé Glamoa, délégué local du Syndicat national autonome des planteurs de café-cacao (Synapcc-CI). Pour lui, les producteurs commercialisent à perte et « cela ne saurait durer ». Aussitôt, tant à Londres qu'à New York, les cours reprenaient de la hauteur. Cependant, les traders ne se préoccupaient pas d'une éventuelle extension du mouvement de contestation :

« Bien que la grève puisse dans un premier temps perturber les exportations, les producteurs vont lâcher prise et vendre leurs fèves lorsque le besoin de liquidité se fera sentir », s'exclamait l'un d'eux. Prédiction qui se révélait exacte… et aux cours de retomber.

… et un automne torride

Les émeutes qui ont opposé les partisans du gouvernement ivoirien aux forces françaises Licorne, notamment à Abidjan, ont brusquement propulsé la tonne de cacao au-dessus des 1 800 dollars sur le CSCE. Elle touchait même 1 830 dollars le 9 novembre en cours de séance, son plus haut niveau depuis mai 2003 ! Les émeutes ont éclaté suite à la destruction par l'armée française de l'essentiel de l'aviation militaire ivoirienne, en représailles à un raid aérien gouvernemental qui aurait tué neuf soldats français le samedi 6 novembre à Bouaké, la « capitale » des rebelles des Forces



nouvelles. Émeutes qui auraient fait quelques 62 morts et 600 blessés au moins parmi la population ivoirienne.

« Les routes sont bloquées par les manifestants ou par l'armée française, si bien que très peu de cacao circule et ça affecte toutes les affaires », se lamente un trader. Les ports d'Abidjan et de San Pedro, par lesquels transitent les fèves, sont fermés. De fait, les retards dans les livraisons obligent les producteurs à stocker les fèves le plus souvent en brousse, dans des conditions loin d'être idéales pour un bon séchage. « Un cacao qui reste un mois voire deux mois en brousse sera humide et aura une forte proportion de moisissures, commente un trader, ainsi les cours risquent de grimper non parce qu'il n'y aura pas le volume suffisant, mais parce que la qualité se dégradera. » Dans ce contexte, le cacao ivoirien risque de subir une nouvelle décote.

Mais, selon le porte-parole de Nestlé François-Xavier Perroud, les conséquences apparaissent limitées à court terme en raison des précautions prises par l'entreprise suite aux crises précédentes qui ont frappé le pays. La même prudence est de mise chez Cadbury qui déclare s'être déjà couvert pour toute l'année 2005. De son côté, l'International Cocoa Organization estime que les stocks de début de saison – la nouvelle campagne a commencé en octobre – atteindraient 1,3 Mt, excluant toute pénurie immédiate.

« L'inquiétude sur le marché porte plus sur l'acheminement des récoltes et non sur le volume disponible », précise Ann Pendergast, analyste chez Refco. D'autant que certains planteurs pourront toujours faire transiter clandestinement leur marchandise vers les pays frontaliers tel le Ghana. Ce dernier a ainsi vu sa récolte s'apprécier de 50 % artificiellement cette année, attirant par des prix plus élevés le cacao ivoirien.

Toutefois, comme le rappelle Ann Pendergast, le conflit armé qui avait suivi la tentative de coup d'État de septembre 2002 n'avait pas réduit de façon significative l'approvisionnement en cacao. À cette époque, la tonne de fèves se négociait à New York à 2409 dollars, battant par la même occasion un record vieux alors de dix-sept ans.

Un avenir inquiétant

À l'échelle mondiale, les pays producteurs africains ne broient que 35 % des fèves et n'en consomment que 2,3 %. « L'économie cacaoyère mondiale est caractérisée par une faible présence des pays producteurs au stade de la transformation et de la consommation. Cela pose le problème du partage de la valeur ajoutée de la filière pour une économie cacaoyère durable et efficace », notait Amadou Gon Coulibaly, ministre ivoirien de l'Agriculture, lors des « premières journées du cacao » qui se sont tenues à Abidjan au mois de mars dernier.

« Allez-y à la transformation de vos produits. Et je vous exhorte à tenter l'expérience de l'industrialisation. À ce moment-là, je serais l'homme le plus heureux », soutenait le président Laurent Gbagbo en s'adressant aux producteurs de cacao lors du discours d'ouverture de ces journées. Pour la campagne 2002-2003, la Côte d'Ivoire a produit 41 % du cacao mondial (1,3 Mt) et n'en a transformé que 285000 tonnes soit 21 % de sa production. « Je souhaite que d'ici à la dixième édition (des journées du cacao), la part des fèves dans nos exportations ne soit plus que de 5 à 10 % », ajoutait-il.

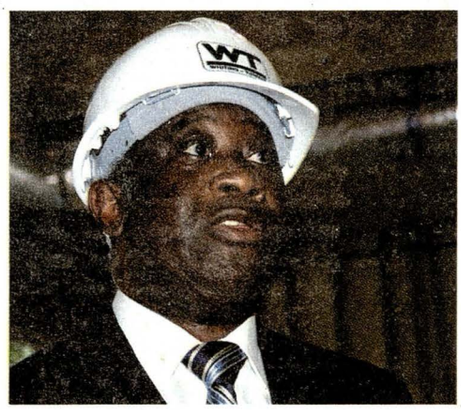
Pour la campagne 2003-2004, ce sont huit sociétés étrangères qui ont assuré près de 80 % de la commercialisation de la récolte ivoirienne, soit 1,03 Mt. Les groupes américains Cargill et Archer Daniels Midland (ADM) – au travers de leurs filiales Micao et Unicao – n'ont transformé sur place que 80500 tonnes, le suisse Barry Callebaut 40000 tonnes et le français Cémoi 16800 tonnes. Le reste du cacao a été exporté pour être broyé aux États-Unis et pour 70 % en Europe.

D'autre part, le groupe français Bolloré contrôle la majeure partie du transport maritime de fèves avec sa filiale Delmas et près de 95 % de la manutention des ports d'Abidjan et de San Pedro par ses sociétés SDV et Saga. Par contre, il s'est retiré en juin dernier du commerce de cacao en cédant sa filiale Dafci à un consortium composé de Audit contrôle et expertise (ACE) et d'autres structures de la filière café-cacao, dont le FRC, qui a pour vocation de « garantir le prix du café et du cacao aux producteurs ». Ce dernier aurait cependant versé à Laurent Gbagbo, comme l'a admit le président du Conseil d'administration de la BCC Lucien Tapé Doh, officiellement 10 milliards de francs CFA (en fait autour de 110 milliards) pour équiper les Forces armées nationale de Côte d'Ivoire (Fanci) afin de résister à la rébellion du 19 septembre 2002.

Seulement, « sans les Français, la filière cacao ne marcherait pas », assène un professionnel britannique de la filière. L'appel de Gbabgo au retour en Côte d'Ivoire des industriels hexagonaux, malgré ses déclarations antifrançaises, démontre que le régime ivoirien est bien conscient qu'il ne peut survivre financièrement que grâce aux revenus fiscaux du cacao. L'essentiel des intérêts économiques de la filière étant solidement tenu entre les mains des négociants et des transformateurs européens et en particulier des Français qui assurent la majorité des postes d'encadrement, Gbagbo cherche à se désengager de ces derniers. Des contacts auraient été pris entre le président ivoirien et les Américains Cargill et ADM – dont les entrepôts d'Abidjan sont fermés – afin que ceux-ci s'implantent davantage en Côte d'Ivoire, en leur faisant miroiter notamment une exonération totale des taxes. De fait, les groupes français risquent de tout perdre au profit des Américains si Gbagbo remporte la partie.

Pascal

groupe La Rue
de la Fédération anarchiste



Le père Fouettard à l'école

À Pierre-Yves frappé par son professeur d'éducation physique au collège de Paimpol en 2004.

Jacques Chirac s'est rendu le 8 avril 2004 à Nîmes pour inaugurer un nouveau commissariat et saluer la 197e promotion de l'École nationale de police, la plus importante d'Europe. Il a appelé son gouvernement à lutter contre la délinquance et les violences par une action énergique en choisissant l'école comme champ d'opération privilégié. « Notre » président a endossé sa panoplie de superflic pour invoquer à l'américaine la « tolérance zéro » à toute incivilité, à toute infraction (que les autorités mal intentionnées regroupent sans discernement sous le terme de violences).

Ce faisant, ce triste sire, élu et plébiscité par les Français.e.s prétendument pour faire barrage au fascisme, cherche cette fois-ci à renforcer sa politique de répression tous azimuts et à justifier l'instauration d'une démocratie policière en stigmatisant les jeunes écolièr.e.s comme des individus potentiellement violents, dangereux, et déliquant.e.s. Et, bien entendu, la jeunesse est la seule coupable des violences au sein de l'école. Il semble, qu'avec la tolérance zéro, on va renforcer la systématisation de l'enchaînement déjà bien rodé de l'infraction/punition et ceci sans analyse des causes, sans chercher une sanction réparatrice pour la victime, utile et pleine de sens pour la ou le jeune fautif.

Nous ne nions pas la haute capacité de nuisance de certains élèves auteurs d'actes violents, voire de délits et de crimes. Nous ne les déresponsabilisons pas non plus en désignant le système comme seul responsable. Mais nous affirmons que la politique réactionnaire de la tolérance zéro n'est qu'une violence institutionnelle de plus, de nature à renforcer le cycle des violences. Car les jeunes ne font que reproduire la brutalité qu'ils et elles subissent et qui les cernent au quotidien.

L'intolérance chiraquienne consiste à laisser l'Éducation nationale imposer aux enfants une obéissance aveugle plutôt que l'apprentissage de l'autonomie, de l'esprit critique des responsabilités. C'est punir au lieu de recourir au dialogue et à la solidarité. C'est aussi empêcher le corps enseignant de prendre du recul sur sa pratique et de se former à la gestion de l'agressivité et des conflits. C'est encourager d'autres, certains de leur bon droit et de leur pouvoir, à poursuivre impunément leurs méfaits : brimades, coups, harcèlement moral contre des élèves.

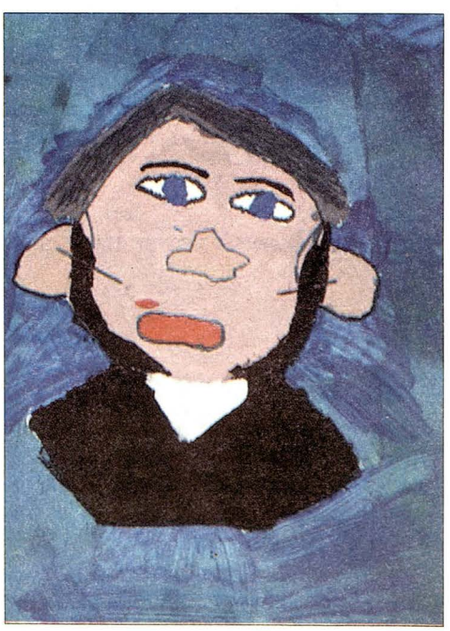
Punir sans s'interroger sur l'origine des violences commises par des jeunes, sans se remettre en cause, c'est laisser se perpétuer les choses. La violence engendre la violence.

En France, d'après un sondage SOFRES de janvier 1999, 80 % des parents donnent à leur enfants gifles et fessées. Près de 2000 cas de mineurs en danger furent signalés en 2002 aux services sociaux pour violences physiques, abus sexuels et négligences graves. Sans intention de stigmatiser les classes populaires, car les violences contre les plus faibles existent dans toute la société, il faut bien admettre que la précarité, le chômage, l'isolement social doivent jouer un rôle et abaissent le seuil de tolérance des parents lors des tensions familiales. La prévention des violences doit donc passer par la lutte pour plus de justice sociale, pour plus d'entraide et de convivialité. La violence des systèmes capitaliste et patriarcal génèrent d'autres violences : « fractures sociales », répression de la contestation et des revendications, sexisme, racisme, xénophobie, homophobie, guerres, etc.

Dans une société où les plus hauts responsables peuvent échapper à la justice, où la Loi des plus riches, des mieux armés, des plus puissants dominent tout le monde, les parents, les enseignants, les responsables légaux perdent toute leur crédibilité. Dans un monde où s'entremêlent esprit de compétition acharné, inégalités, machisme et intolérance, le passage à l'acte violent, le non-respect des personnes les plus faibles sont légitimés.

Le groupe anarchiste Jes Futuro réclame des moyens pour l'Éducation nationale afin qu'interviennent constamment dans l'école assistants sociaux et infirmiers scolaires des deux sexes, psychologues, professionnels de l'animation et de la médiation, pour la création d'espaces de parole, d'écoute et de prises de décision dans lesquels puissent s'investir les élèves. Des fonds sont nécessaires afin que les enseignant.e.s et les élèves se forment à gérer les conflits. Pour le groupe anarchiste, la violence entre individus ne cessera jamais tant que dureront les systèmes capitaliste et patriarcal, tant que les différentes composantes du mouvement social n'auront pas intégré dans leurs moyens et dans leurs buts la non-violence active.

Groupe anarchiste Jes Futuro
c/o CEL bp 38 20138 Lannion
jesfuturo@aol.com



Ramdam à la mosquée

Joxe, Pasqua et Chevènement en avaient rêvé, et Sarkozy a exaucé leurs prières : le Conseil français du culte musulman est né en 2003 après une gestation de quinze années. Mais le bébé était mort-né et, un an et demi après, il est plus démembré que jamais.

Depuis l'annonce par Dalil Boubakeur, en septembre, qu'il ne participera pas aux prochaines élections du CFCM, c'est la surenchère dans les accusations de sédition, de manœuvres, de manque de représentativité ou, comble de l'infamie, de fondamentalisme. Début novembre, les réunions et déclarations de responsables rivaux se succèdent au rythme des alliances de circonstance, et la frénésie du ramadan ne fait qu'ajouter à la confusion. Les dissensions, sur fond de décompte de mètres carrés de mosquées ou du nombre d'encartés dans leurs organisations respectives, ont définitivement convaincu que le CFCM n'a de conseil que le nom.

Destiné à constituer en fait un instrument de contrôle au service de l'État, le CFCM se disloque entre l'UOIF inspirée par les Frères musulmans, la FNMF qui cultive ses affinités marocaines et la Mosquée de Paris branchée sur Alger et qui avait peu apprécié le baiser récent du président de la FNMF à Abbassi Madani. Dans cette querelle de cour d'école où on se bat à coups de communiqués de presse, chacun se réclame de l'amitié du ministre des cultes, la proximité du pouvoir recèle une étrange attractivité.

Mais dans ce combat des (petits) chefs, les perdants sont une fois de plus les citoyens, français ou étrangers, originaires du Maghreb ou des pays arabes, croyants ou incroyants, que Sarkozy tente de ranger abusivement dans la catégorie « musulman » au mépris des convictions réelles de chacun. Ils en ont assez que la puissance publique leur impose comme représentants des nostalgiques de mœurs mecquoises vieilles de quatorze siècles.

Le gouvernement persiste, contre toute logique, à exhorter les musulmans, comme les supposés musulmans, à l'union alors qu'aucune instance officielle n'existe chez la concurrence pour rassembler l'ensemble des courants chrétiens, catholiques, protestants et orthodoxes suivant des chemins schismatiques dont l'Europe possède des cicatrices douloureuses.

Nicolas

Quand l'autruche éternue...

Retour vers le passé, 1

« Il faudrait abaisser l'âge de fin de scolarité obligatoire. » Serge Dassault, négrier.

Sûr qu'il y a des gosses auxquels ça ferait plaisir de se voir confier un balai pour ramasser limailles et sciures dans les ateliers. Les mômes seraient nourris et logés sur la paille, et donc ? De toute façon, les anarchistes, vous ne comprenez rien à la modernité !

Retour vers le passé, 2

« La laïcité, ce n'est pas le rejet de la religion. La laïcité, c'est l'inscription de la religion dans l'espace de la cité » Raffarin, au Mexique.

À celles et ceux qui pensaient que le rôle premier de la laïcité était a contrario de contenir le religieux dans la sphère privée, le bedeau du Poitou livre ici un message qui ne souffre aucune ambiguïté. Malmenée, dévoyée, récupérée et détournée, la laïcité ressemble de plus en plus à une planche pourrie. Quand est-ce qu'on reparle d'athéisme ?

Retour vers le passé, 3

« Le parti est plus fort que tout. Les militants ne veulent pas prendre le risque de le casser. » Daniel Percheron, PS.

Non, Percheron n'est pas le pseudo d'un membre du PCF réfugié à Moscou durant la Seconde Guerre mondiale. Percheron, comme son nom l'indique, est l'actuel président PS de la région Nord-Pas-de-Calais. Percheron pense encore que le parti est fort, Percheron ne veut pas qu'on casse son joujou. Ouinnn.

Retour vers le passé, 4

« J'ai la faiblesse de penser que je suis le meilleur. » Jean Tiberi.

Effectivement, c'est une faiblesse. Cependant Tiberi ne doit pas manquer d'amis qui l'aideront à la corriger, lors des prochaines municipales.

Retour vers le passé, 5

« Je suis français par tous les pores de ma peau. » Sarkozy.

C'est aussi ce que disait Pétain en 1940. C'est marrant, non ? Non, pas vraiment.

Retour vers son passé

« J'ai aimé travailler avec les policiers et les gendarmes. J'y ai découvert une humanité et un courage extraordinaires. » Sarkozy.

L'humanité étant la marque de fabrique des condés (toute personne placée en garde à vue peut aisément en témoigner), le courage étant l'attribut de la soldatesque gendarmée (fuite devant deux grenades en Corse, fuite sous les jets de choux-fleurs en Bretagne,...), il n'est guère surprenant que Sarko, humaniste poussant le courage jusqu'à foutre en tôle, pour un mois ! , un résistant de passage l'ayant traité, *sic*, d'« enculé », il n'est guère étonnant, dis-je, que ce noir personnage ait aimé travailler avec la lie de l'humanité. Par ailleurs, le fait qu'il s'abstienne de tout commentaire en ce qui concerne le personnel de Bercy serait plutôt flatteur pour ces fonctionnaires. Parfois, on peut être fier de ne pas être félicité.

Frédo Ladrisse

(sources : *Europe 1, le Journal du Dimanche, Libération, le Nouvel Observateur, le Parisien*).

... c'est toute la jungle qui s'enrhume

Violence et changement social

La question de la violence est récurrente de tout processus de transformation sociale. La violence est partout dans l'Histoire, sa condamnation aussi d'ailleurs, et il est de bon ton aujourd'hui de croire, de faire croire ou de feindre de croire que, la transformation sociale étant terminée, la violence doit également cesser.

Patrick Mignard

L'ÉTAT s'est toujours attribué le monopole de la violence, du moins de la violence légale, et a toujours déclaré illégale et illégitime la violence qui s'opposait à lui. Un tel constat ne règle pas le problème posé par la violence, mais au contraire le repose indéfiniment.

Sur la légitimité de la violence

Il n'existerait aujourd'hui que ces deux types de violence, la bonne, la légitime, la juste et l'autre, la mauvaise, l'illégitime, la perverse et inacceptable.

Au-delà de l'argument fallacieux qui fait de toute autorité le dépositaire légitime de la violence, le statut de la violence, de la force, dépasse le cadre strict de celui de la légitimité du pouvoir. En effet, tout pouvoir a toujours su fonder, et justifier, sa légitimité, de même qu'il a toujours su justifier l'utilisation de la violence contre ses opposants. La légitimité de la violence change quand change le pouvoir. Ce n'est donc pas sur ce terrain que l'on peut arriver à comprendre quel est le statut de la violence.

La question essentielle serait plutôt : Que préserve réellement un système économique au point d'être capable d'utiliser la violence ? Il faut alors dépasser le cadre du simple discours idéologique qui masque la réalité du pouvoir, et du système, et examiner quels sont les mécanismes de son fonctionnement.

L'économie de marché, ou la démocratie marchande, met en avant la légitimité populaire du pouvoir. La légitimité du pouvoir étant fondée sur le peuple, toute violence exercée contre le pouvoir s'exerce donc contre le peuple. Le fait que le pouvoir soit légitimé par le peuple n'exclut absolument pas que le système qui le sous-tend soit un système d'exploitation qui instrumentalise l'individu, le salariat en est la plus parfaite démonstration. Or, par sa nature même, ce système va être, et est un générateur de conflits fondés sur les conditions de production et de répartition des richesses, bref d'existence. Rapport qu'il cache, comme l'ont fait tous les systèmes de domination, derrière le paravent d'une morale qu'il a ajustée à ses intérêts et aussi d'une idéologie mystificatrice. La manipulation consiste en effet à affirmer le caractère « naturel » et « indépassable » de ce système et l'organisation politique basée sur une alternance factice, qui le perpétue, sans pour cela résoudre les conflits. D'où une situation apparemment paradoxale d'un peuple qui conteste systématiquement un système dont il reconduit non moins systématiquement au pouvoir ses gestionnaires.

Cette situation aboutit à un paradoxe : la violence populaire est déclarée illégitime par un pouvoir légitimé par le peuple. L'ambiguïté est totale et tout à fait propice au statu quo, mais aussi, ce à quoi nous assistons aujourd'hui, à la « judiciarisation », voire à la criminalisation de la contestation sociale.

Le piège du spectacle de la violence

L'image de la violence est mystificatrice. Renvoyant dans notre inconscient aux rapports de force entre animaux ; répondant probablement à la partie animale de notre cerveau, elle est l'expression d'un stade d'évolution que nous avons dépassé. Nous l'avons vu, les rapports humains sont des rapports conscients et politiques, ils ont dépassé le stade de l'instinct.

Pourtant, et peut-être à cause de cela, le spectacle de la violence nous fascine et nous trompe sur son efficacité réelle. Dans un rapport de force politique (au sens large), la violence n'est qu'un paramètre, autrement dit, elle n'est que l'élément d'un tout, et c'est la

structure de ce « tout » qui lui donne son sens. Ainsi, la violence (l'instrumentalisation de l'individu) qui est à la base du système marchand disparaît en tant que spectacle dans la rationalité de celui-ci. L'exploiteur s'est toujours appuyé sur le consentement de l'exploité à se complaire dans l'illusion du « naturel », du « logique », de la « fatalité » qui fonde sa soumission... À défaut, il lui a toujours fourni des arguments pour s'en convaincre (Dieu, la patrie, etc.) ; aujourd'hui, le marché.

Le système marchand a atteint un haut degré de sophistication en matière de justification morale de ses principes. Il a pour cela la « rationalité », celle qui déclare « équitable » l'échange marchand ; et de cette équité basée sur la logique, il passe logiquement à l'équité sur le plan moral. Quoi trouver de mieux qu'une rationalité scientifique fondant une valeur morale. Cette dernière est forcément universelle, incontestable et... harmonieuse, et donc exempte de tout germe de violence. La mystification n'a plus à s'inventer des divinités et autres entités au fondement « scientifique ». On peut dire que la mystification est scientifiquement fondée et justifiée. C'est ce qui fait la force de persuasion de ce système.

La rationalité du système masque le rapport de domination (le salariat) sur lequel il se fonde. De même que la foi justifiait et masquait l'exploitation, la rationalité du système marchand justifie et masque le rapport de domination qui le fonde.

Il faut donc inverser la vision de la réalité. La violence primaire n'est pas celle qui s'exerce pour combattre l'exploitation, mais c'est l'exploitation elle-même. C'est l'institutionnalisation (en système économique) de la violence sociale et économique qui masque sa vraie réalité et qui révèle en fait une autre violence qui n'est que son expression « en creux ». Ainsi la violence exercée par une révolte n'est que l'image symétrique de l'exploitation qu'elle combat.

Tout système a donc tout à fait intérêt, et il ne se gêne pas, à présenter la violence exercée contre lui comme une remise en question, une atteinte à l'ordre dont il est le représentant et le garant, ce qui, d'un certain point de vue, est tout à fait exact, oubliant simplement d'expliquer l'origine et le sens de la contestation dont il est l'objet.

La violence est-elle nécessaire ?

Contrairement à ce qui nous porterait spontanément à croire que l'« on combat la violence par la violence », l'Histoire nous montre que la violence brutale, physique, primaire, ne saurait être considérée comme l'élément essentiel du changement ; elle en est tout au plus un élément marginal, en ce sens que ce qui fait le changement ce n'est pas la violence, mais au contraire la construction, l'élaboration de nouveaux rapports sociaux.

Ce qui est, il est vrai, une forme de violence faite au système en place. Une révolte, aussi violente soit-elle n'a jamais rien changé, du moins de manière fondamentale et déterminante. Que dans cette œuvre de construction de nouveaux rapports, la violence s'exprime, c'est quasiment inévitable, et ce pour une raison simple : tout édifice social nie ses contradictions et résiste aux forces du changement et, en dernière instance, utilise la force brutale.

La non-utilisation de la violence

Remettre en question le système marchand, c'est lui faire exprimer à un moment donné ce qu'il est par essence : un rapport de violence devenu insupportable. Le remettre en question, en envisageant une alternative sociale et politique ne peut que lui faire exprimer les véritables intérêts et objectifs qui sont les siens.

Montrer concrètement qu'il est condamné par une structure économique et sociale fondée sur d'autres principes éthiques entraînera une riposte. Alors les apparences tombent et il révèle sans fard ce qu'il est : un rapport de domination, une structure d'instrumentalisation des hommes, des femmes et de la nature.

Un système ne s'abat pas sous les coups d'une force, mais par la putréfaction des rapports sociaux qui le fondent. L'élaboration de nouveaux rapports sociaux est l'élément essentiel de cette décomposition. La stratégie du changement consiste donc plus à construire des rapports sociaux alternatifs qu'à attaquer de front le système ; ce d'autant plus qu'il bénéficie de deux avantages non négligeables : la force brutale de ses mercenaires armés (police-armée) et son idéologie.

La pratique violente pure, même accompagnée de tout un discours incantatoire, véhément et idéologique est donc, même si elle peut faire illusion, historiquement, inefficace. Le terrorisme de masse (attentats aveugles) ou individuel (assassinats ciblés) en tant que pratique politique en vue d'un changement est politiquement absurde. On ne construit pas un monde nouveau sur la terreur.

Le fascisme (forme de terrorisme d'État) est la forme politique qu'a pris le système marchand quand il a pensé que ses intérêts étaient menacés, contrairement aux discours pseudo humanistes officiels qui veulent nous faire croire que le fascisme est une aberration de l'Histoire.

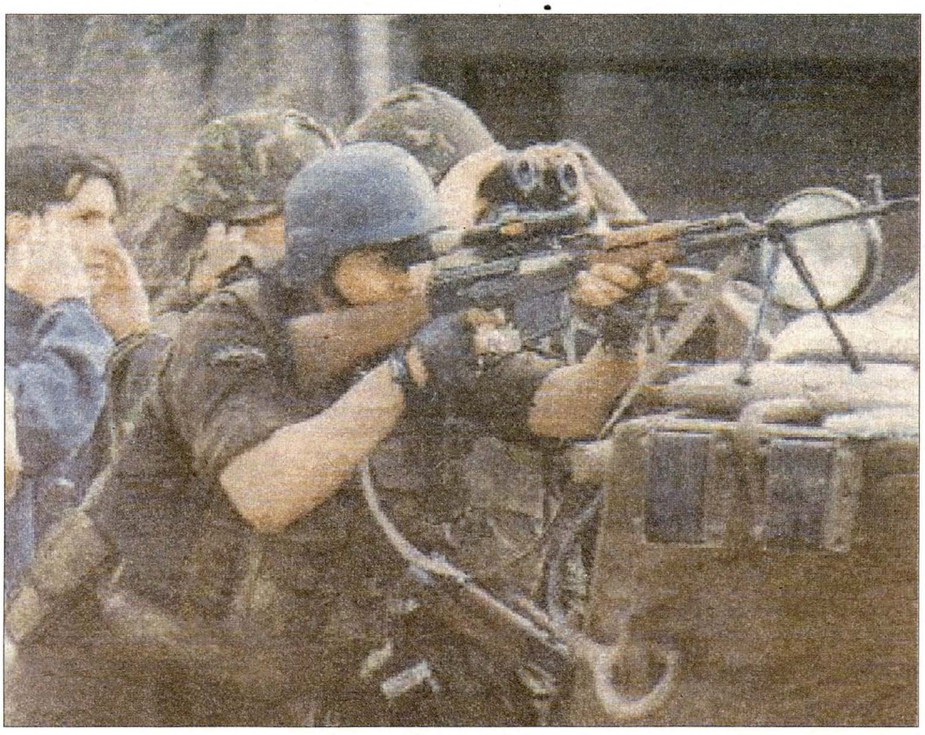
Sans pour cela en arriver au fascisme (encore que...), le système marchand est prêt à tous les crimes et à toutes les infamies pour sauvegarder ses intérêts vitaux (regardez les pays coloniaux et/ou néo-colonisés).

La violence exercée comme moyen de défense à l'encontre d'un système oppresseur, comme moyen de protection d'un mouvement de libération, pour défendre des valeurs, peut être moralement et historiquement juste. Au mieux, cette violence conserve la situation préexistante ; au pire, elle ouvre la porte à une nouvelle violence.

Le choix de l'adoption du principe, du moment et de la forme de l'exercice de la violence renvoie à la question de la légitimité historique de celle-ci, c'est-à-dire de sa place dans le processus de changement des rapports sociaux et du degré de résistance de l'ancien régime.

Plus les forces du changement seront fortes dans l'élaboration de nouveaux rapports sociaux, plus la violence de l'adversaire sera dérisoire et moins nous aurons à l'exercer. Faisons en sorte que l'utilisation de la violence, de la part de l'adversaire, soit l'expression et l'aveu implicite de sa faiblesse politique face à une situation qu'il ne contrôle plus...

P. M.



« Mur » américano-mexicain

Mei Lingg

On le sait, aux États-Unis non plus, le gouvernement n'aime pas les étrangers. Alors on boucle la frontière avec le Mexique, et tant pis pour ceux qui s'aventurent quand même, poussés par la pauvreté. Soit ils arrivent à passer et sont exploités et méprisés dans l'autre pays des droits de l'homme, soit ils meurent de soif et de chaleur dans les déserts qui bordent la frontière, soit ils sont tués par des fanatiques du Deuxième amendement.[1]

Début août, cinq personnes non identifiées sont mortes de déshydratation dans le désert brûlant du sud de l'Arizona, après avoir traversé illégalement la frontière mexaméricaine (entre Mexique et États-Unis), qui est armée jusqu'aux dents. Le cas n'est pas isolé. En un an, les corps de 115 immigrants ont été retrouvés au fin fond du désert. Des initiatives fédérales, telle l'opération Gardien de barrière, qui a fermé quasi hermétiquement la frontière entre le Mexique et la Californie, poussent les immigrants à emprunter des chemins de plus en plus dangereux en plein cœur des déserts du sud-ouest.

Des fous de la gâchette

Si les températures avoisinant les 50°C ne tuent pas, les immigrants latinos doivent aussi affronter le danger de groupes de vigilance racistes, des fous armés qui patrouillent le long de la frontière par peur de l'« invasion » et de la conquête du sud-ouest par les Mexicains, ou parce qu'ils pensent que l'administration de Bush est incapable de les protéger des immigrants terroristes. Ils rassemblent des immigrants illégaux sans papiers et les livrent aux autorités fédérales. Certains ont été maltraités, d'autres tués. Par exemple, en 2000, Miguel Angel Parafox, un jeune Mexicain de 20 ans, a été touché par balle dans le cou, après avoir été attaqué par deux cavaliers vêtus de noir, non loin de la ville frontière de Sasabe. Palafox banda sa blessure avec son tee-shirt, et retourna au Mexique en rampant. Heureusement, il a survécu, mais l'identité des deux cavaliers reste mystérieuse. Lors d'un autre incident, deux immigrants furent retrouvés tués par balle sur le bord d'une route, près de la petite ville de Red Rock (Arizona), en octobre 2002. Manuel Ortega, porte-parole du consulat du Mexique à Tucson, affirme que les deux victimes faisaient partie d'un groupe de douze personnes qui observaient une halte près d'un point d'eau, au sud de la ville. L'un des survivants a expliqué à Ortega que deux hommes masqués, en tenue de camouflage et armés de fusils, avaient surgi des bois, tirant sur le groupe et tuant les deux hommes. Les autres sont dispersés juste après. Le shérif local considère que les meurtres sont le résultat d'une dispute entre contrebandiers rivaux, et n'a pas enquêté.

Bien que des individus et des organisations de droits de l'homme aient sans relâche demandé que les autorités légales mettent un terme aux activités de ces groupes haineux, les gouvernements, et d'État et fédéral, ne font rien. Ces groupes sont en grande partie des retraités de l'armée, du Service de l'immigration et de la naturalisation et de la police.

Chris Simcox, membre de la Milice civile de défense du sol national, a même provoqué le gouvernement en duel : « Je défie le président des États-Unis d'arrêter ceux qui protègent leur pays », a-t-il déclaré au *Washington Times* en 2003.

« Nous ne tolérerons plus l'incapacité de ce gouvernement à régler la question de ces criminels et de ces trafiquants de drogue. C'est une honte inadmissible que notre gouvernement abandonne à son sort le peuple américain. »

Un nouveau programme Bracero ?

La Patrouille de la frontière américaine, organisée par Glen Spencer, un animateur de radio californien, et conservateur, est si extrémiste qu'elle pense même de Bush qu'il est un traitre libéral, du fait de ses récentes propositions de réforme sur l'immigration. En janvier dernier, Bush a annoncé qu'il « fera de l'Amérique un pays plus compréhensif, plus humain et plus fort ». Sa proposition accorde un statut temporaire d'au moins trois ans aux travailleurs sans papiers. Comme le programme Bracero [2] dans les décennies passées, un pourcentage est retenu sur le salaire des travailleurs, jusqu'à ce qu'ils retournent pour de bon au Mexique. Mais les Braceros n'ont jamais vu la couleur de ces salaires...

Les plans de Bush ne sont qu'une nouvelle mesure de législation raciste, qui a procuré aux États-Unis une sous-classe de travailleurs légaux. Servitude volontaire, esclavage africain, la loi d'exclusion des Chinois, le programme Bracero, etc., la liste n'a de cesse de s'allonger. Le capitalisme dépend d'une sous-classe à exploiter à moindre coût. Comment croit-on que les profits sont dégagés ? L'agriculture américaine et d'autres secteurs de l'industrie et de l'économie comptent sur le travail des immigrants latinos.

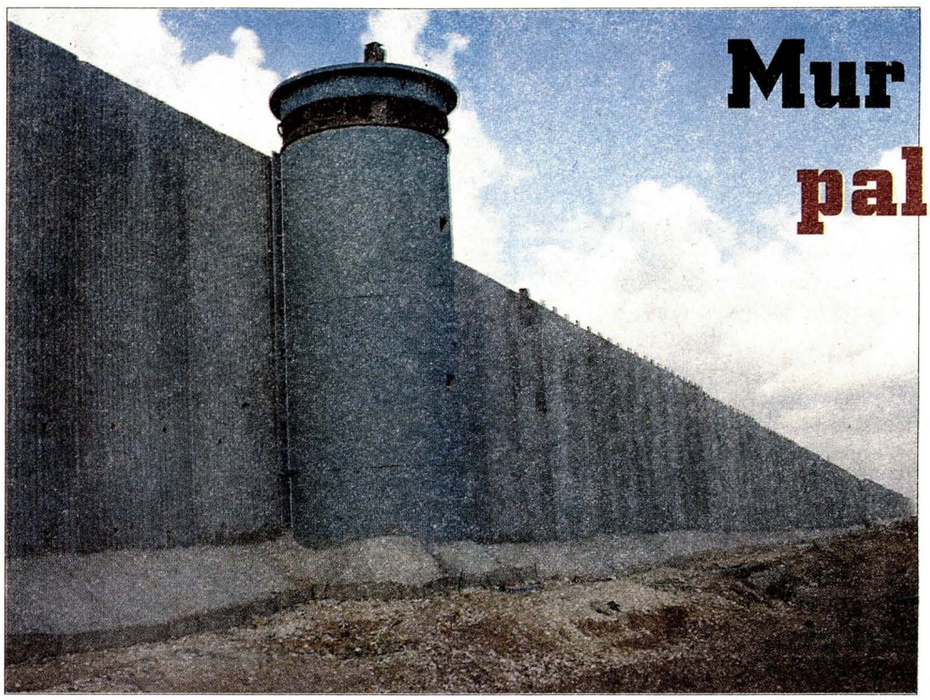
D'après la proposition de Bush, ces travailleurs sont à la merci de leurs employeurs. Sans le statut de résident permanent, ils sont constamment menacés de déportation s'ils se retrouvent sans emploi. Ce plan ne permet pas non plus à ces travailleurs de se syndiquer, puisqu'ils ne restent pas assez longtemps.

Les anarchistes sont solidaires de ces hommes et de ces femmes qui, du fait de la nature même du capitalisme et de la législation gouvernementale, ne trouvent pas dans leur pays suffisamment d'opportunités, et sont donc tentés de risquer leur vie pour vivre un peu mieux avec leur famille. Il faut ouvrir les frontières, et abolir le gouvernement qui entretient les rouages du capitalisme !

The Dawn
n° 3, septembre 2004

1. Deuxième amendement de la Constitution américaine : « Une milice bien régulée étant nécessaire à la sécurité d'un État libre, on ne contreviendra pas au droit des gens à posséder et porter des armes. »

2. Le programme Bracero débuta en 1942, par accord entre le Mexique et les États-Unis. Depuis la révolution de 1910, les paysans mexicains étaient dans la misère et délaissés par leur gouvernement. Lorsque la Deuxième Guerre mondiale éclata, on eut besoin de bras pour cultiver les champs dans le sud des États-Unis. Le gouvernement américain fit donc appel à des braceros, des travailleurs saisonniers mexicains, exploitables à merci. La richesse de l'agriculture nord-américaine est en grande partie due au travail expérimenté de ces hommes et femmes. Ce système d'esclavage légal prit officiellement fin en 1964.



Mur israélo-palestinien

Entretien réalisé par la rédaction d'*Umanita' nova* avec Yossi Bartel (gay et refuznik), du groupe Anarchistes contre le mur.

Yossi Bartel

DANS LE LOCAL DE L'ATHÉNÉE libertaire de Milan, on a rencontré Yossi Bartel, un anarchiste israélien, objecteur, qui fait partie du groupe Anarchistes contre le mur et du groupe Laverie noire. Le premier groupe pratique surtout l'action directe, le second est un collectif de réflexion et d'intervention sur les thématiques gay, lesbienne, transsexuel et plus généralement sur les droits humains. Son but est de relier différentes luttes contre l'oppression, en regroupant la résistance contre l'occupation, l'homophobie, le chauvinisme, le capitalisme et le racisme. Le nom du groupe Laverie noire, en hébreu, renvoie à un jeu de mot intraduisible, puisque « laverie noire » et « mouton noir » se prononcent de la même façon. Ce nom fait allusion à ce qui est tenu caché parce que honteux et qu'au contraire le groupe a envie de montrer à tout le monde.

Umanita' nova: Quelles sont les activités de Laverie noire ?

Yossi Bartel: On organise des manifs, des performances, de la contre-information. Par exemple, pour la venue en Israël d'Arnold Schwarzenegger, on a manifesté contre son homophobie, et contre son appui à l'occupation de la West Bank et de Gaza. Tous les ans, la manifestation la plus importante à laquelle nous participons est la Gay Pride qui a lieu à Tel Aviv et à Jérusalem. En effet, on fait une contre-manifestation car nous ne sommes pas invités à la manifestation officielle. Nous participons à la manifestation avec des slogans contre l'armée, contre l'occupation, contre la « famille gay », car nous soutenons qu'en Israël la famille est en général militariste et, ce qu'il faudrait, c'est une famille alternative, pas une famille gay copiée sur le modèle hétérosexuel. Par provocation, parfois, nous avons manifesté avec des nouveaunés en uniforme.

Umanita' nova: Tu nous as dit que dans le groupe, il y a des Palestiniens de nationalité israélienne. Quels sont vos rapports avec les gays qui habitent en Cisjordanie ?

Yossi Bartel: Nous avons des rapports personnels hors organisation, puisqu'il n'existe pas d'organisation gay en Palestine où règne un climat de lourde répression contre les gays. Dans les pays arabes, qui fait honte à la famille est souvent tué par ses propres parents. Quand le Shinbet, le service secret intérieur à Israël, découvre un gay palestinien, il essaye d'en faire un espion en menaçant de le dénoncer à sa famille. Souvent, les jeunes sont obligés de choisir entre être tués par leurs parents ou devenir informateur pour les services secrets. Parfois, également, quand on découvre un gay en Palestine, il est tué, car soupçonné de faire partie du Shinbet. Les gays palestiniens qui s'enfuient en Israël sont des immigrés clandestins, souvent obligés de se prostituer. Quand ils sont arrêtés par la police israélienne, ils sont rendus aux autorités palestiniennes avec le tampon « gay et prostitué », en sachant bien qu'on les livre à la torture, à l'humiliation et à

la mort. La construction du mur empire leur situation car il est encore plus difficile de traverser les frontières.

Umanita' nova: On parle du mur. Tu peux nous raconter votre activité à ce propos ?

Yossi Bartel: Quand on a commencé, on s'est concentrés sur l'action directe contre la clôture en tentant de couper les barbelés. Pendant une de ces actions, en décembre 2003, le compagnon Gil Naa'Mati a été blessé à une jambe. Nous avons fait ces actions symboliques, parce qu'on espérait qu'elles pouvaient être le détonateur pour pousser les villages touchés par la construction du mur à pratiquer l'action directe. On a atteint notre objectif et, dans les premiers mois de l'année, il y a eu, presque tous les jours, des manifestations contre le mur. Dans toutes les occasions, avec notre groupe et les internationalistes, il y a eu des habitants des villages palestiniens. Les actions ont été pacifiques du côté palestinien ; l'armée israélienne, elle, a été très violente. Elle a utilisé des lacrymogènes, des balles en caoutchouc et aussi de vraies armes, surtout en notre absence. Par trois fois, l'armée a tiré et elle a tué six Palestiniens.

Umanita' nova: La fonction de protection exercée par votre présence est donc évidente ?

Yossi Bartel: Dans les faits, on est des boucliers humains. Notre présence diminue le niveau de violence. On a fait des actions pour démolir les « war block », les structures mises le long des routes, pour rendre plus difficile et humiliant le passage des gens. On fait aussi des manifestations à l'intérieur d'Israël avec des groupes de la gauche radicale israélienne. Il y a très souvent des manifestations contre le mur de la honte. Tous les jours, on résiste contre le mur avec les Palestiniens en essayant de bloquer les bulldozers.

Umanita' nova: On sait que la blessure de Gil a eu une forte résonance dans la société israélienne. Tu peux nous en parler ?

Yossi Bartel: Certes, le choc a été très fort, parce que, pour la première fois, un Israélien hébreu était blessé (s'il avait été palestinien de nationalité israélienne, les réactions auraient sûrement été plus faibles : depuis le début de la deuxième Intifada, l'armée a tué treize Palestiniens de nationalité israélienne), et ça pendant que la guerre tue tous les jours des Palestiniens. Pour nous, ça a été un paradoxe. Peut-être comme celui que vous avez vécu après la mort de Carlo Giuliani. La globalisation tue des milliers de personnes, mais le scandale éclate quand tombe la première victime européenne anti-globalisation. Les blessures de Gil ont eu une fonction similaire. Tous les jours, l'armée tire et tue des civils palestiniens, mais le scandale arrive seulement parce qu'on blesse à la jambe un Hébreu.

Umanita' nova: Tu es un refuznik ?

Yossi Bartel: Oui.

Umanita' nova: Peux-tu nous expliquer ?

Yossi Bartel: Le service militaire est obligatoire à 18 ans pour tous les hommes et femmes israéliens. Il dure trois ans pour les hommes et deux ans pour les femmes. Les hommes sont en plus obligés de faire un mois de service militaire par an jusqu'à presque 50 ans. Il y a deux possibilités pour éviter le service militaire. La première est de déclarer publiquement la décision de ne pas se soumettre. Cette déclaration d'insoumission est condamnée à une peine qui varie de 4 mois à 2 ans d'emprisonnement. La deuxième possibilité est de se faire passer pour fou.

Umanita' nova: Combien y a-t-il de refuzniks en prison ?

Yossi Bartel: Depuis le début de la deuxième intifada ont été emprisonnés 300 objecteurs. Certains font partie des réservistes. Aujourd'hui, en Israël, 10 % des jeunes en âge de faire l'armée et des réservistes se font passer pour fous pour éviter l'armée. Tous les anarchistes refusent l'armée.

Umanita' nova: Tu peux nous parler du mouvement anarchiste israélien ?

Yossi Bartel: Dans les années 50, il y avait un petit groupe, le compagnon le plus connu était Thomas Shik. Ce groupe a été actif en Israël jusqu'aux années 90. Dans les années 60, après la scission du parti communiste, s'est formé un groupe anti-sioniste appelé Matzpen et, à l'intérieur de ce groupe, il y avait beaucoup d'anarchistes. Le groupe a été très actif jusqu'à la moitié des années 70. Il était composé d'anarcho-syndicalistes et de maoïstes. Après quinze années, chacun a repris sa propre route. À la fin des années 80 et au début des années 90, il y a surtout des punks. Pendant les années 90, il y eut des dizaines de petits groupes antiglobalisation. Il n'étaient pas beaucoup impliqués dans la lutte contre l'occupation de la Cisjordanie et de Gaza parce qu'il y avait le processus de paix. Il y a eu aussi beaucoup de publications anarchistes.

La deuxième intifada a été un moment de clarification. En 2001, est né le groupe One Struggle qui rassemble la lutte pour les droits humains et celle des antispécistes. Ce groupe fait surtout de la propagande. Nous, Anarchistes contre le mur, nous sommes devenus vraiment un groupe pendant le camp de Masch'a. À Masch'a, il y avait des anarchistes palestiniens, des internationalistes et, pour la première fois, Israéliens et Palestiniens étaient unis pour construire des relations, des projets. Nous, anarchistes, sommes arrivés à avoir des rapports suivis. Pour nous, le mur a été un élément catalyseur, même de notre conscience. Nous sommes contre tous les murs, toutes les frontières, tous les États. Beaucoup, qui ne se disent pas anarchistes, ont compris que ce mur devait être abattu. Le compagnon Levinsky avait l'habitude de dire : nous sommes ici unis pour combattre quelque chose qui est construit pour nous diviser.

Umanita' nova: Tu veux dire autre chose ?

Yossi Bartel: Pour nous, il est très important d'avoir de la solidarité pour nous aider dans la lutte contre le gouvernement israélien (on est contre tous les gouvernements) et pour faire connaître ce qui se passe et faire savoir qu'en Israël il y a des gens qui résistent à la barbarie des États.

L'intégration dynamique des handicapés

Antonio Martín Bellido

Antonio Martín Bellido
milite à la CNT Interco 93 sud

Les mots « dynamique » et « intégration » entendus dans une exposition consacrée aux handicapés, en octobre à Paris, place de l'Hôtel-de-Ville, posent problème, car si ces mots ont un sens bien précis lorsqu'ils sont utilisés en physique et en mathématiques, ils deviennent incompréhensibles lorsqu'ils sont appliqués à la vie de tous les jours et plus précisément aux handicapés.

Dans la prose de certains journalistes, ou associations, le mot « dynamique » a fini par prendre le sens d'« énergique », de « ferme » ; mais s'il signifiait à la lettre « qui illustre les principes de la dynamique », il devrait qualifier des gens qui « suivent leur bonhomme de chemin et en dépensant un minimum d'énergie ». C'est ce que font déjà les handicapés en fonction du principe de « moindre action » qui est l'une des bases de la dynamique. Ainsi la Terre-satellite ne tourne pas autour du Soleil parce que celui-ci « lui commande » de le faire. Elle tourne autour du Soleil parce qu'elle se déplace sur une géodésique qui est fonction de la courbure de l'espace-temps créée par celui-ci et que ceci lui facilite son déplacement. Dire d'une personne qu'elle est « dynamique », c'est dire qu'elle poursuit sa route en « économisant ses forces », et en évitant de se « cogner » contre les autres. La façon qu'a Einstein de concevoir la gravitation met les anarchistes dans un état proche du « nirvana social » tellement c'est proche de la finalité du système social qu'ils préconisent.

L'autre mot qui pose problème est celui d'« intégration ». Jusqu'en 1925 le mot « intégration » avait pour synonyme « calcul de primitive », et n'avait qu'un sens mathématique : opération qui consiste à trouver l'intégrale d'une équation différentielle ; ce n'est qu'à partir du milieu du XX[e] siècle que l'« intégration » est définie comme l'opération par laquelle un individu ou un groupe s'incorpore à une collectivité ou à un milieu. Si en mathématiques le mot « intégration » est bien défini, dans tout le reste c'est un fourre-tout. L'on « intègre » aussi bien les Noirs que les femmes, les immigrés que les handicapés. Et qui plus est, il arrive même qu'on intègre des écrivains anglo-saxons qui, résidant en France, savent tout sur les vins du Médoc et de Saint-Émilion, et apprécient à sa juste valeur un bœuf au raifort. Les mêmes pensent qu'une bonne « intégration » doit passer avant tout par la connaissance de la langue de Rabelais. Gargantua et Pantagruel se pourlèchent par avance les babines en pensant à la chair fraîche préformatée par les médias « people » qui doit leur être servie pour que les handicapés soient intégrés. Si la connaissance de la langue française ne suffit pas et qu'en plus il est demandé aux handicapés de savourer des plats succulents et des vins haut de gamme, hors de portée de leur bourse, alors ils craquent. S'intégrer à quoi, à qui, pourquoi ? Qu'un minuscule virus vienne élire domicile dans la moelle épinière d'un nourrisson, la saccageant et causant des dommages irréparables à son organisme et nous voilà face à un futur « intégrable », si par chance il arrive à survivre dans une société scandaleusement « intégrée » dans ses « inégalités de droits ». Devenu homme, on lui fait comprendre qu'il doit « manifester sa volonté » de s'intégrer. S'intégrer à quoi ? à la patrie, à la nation, à la société, à l'espèce humaine, à la gastronomie française ? Comme les intégrateurs sont imprécis, le handicapé s'inquiète, se sent menacé, se demande ce qu'on lui veut, se fâche et déclare : « Je suis contre l'intégration des personnes handicapées à la société ! Pourquoi ? Parce que j'en fait déjà partie intégrante, tout simplement ! » Vous entendez bien : il fait déjà partie de la société ! Parler d'intégration pour un individu ou un groupe, employer seulement ce mot, c'est admettre qu'il ne fait pas partie a priori de la société, que cela ne va pas de soi, que cela se mérite et peut être accordé ou refusé à chacun.

Dans un débat, ne pas employer les mots et le langage de l'adversaire, mais nos propres mots, notre propre langage, c'est déjà combattre en terrain favorable. Bien sûr, ceux qui demandent l'intégration des personnes handicapées à la société, que ceux-ci soient des handicapés physiques, sociaux, raciaux, etc., veulent en réalité la reconnaissance de leurs droits, et l'adaptation des structures de la société à leurs besoins.

Mais alors, pourquoi ne pas dire clairement que nous voulons clairement la reconnaissance dans les textes et dans les actes de cette appartenance ! C'est pour la même raison qu'il faut être contre l'aménagement des lieux publics, etc. pour les rendre accessibles aux handicapés : TOUTE la ville, avec ses rues et ses édifices, doit être accessible à TOUS. Et ce n'est pas une nuance : les aménagements des lieux publics et des édifices pour les personnes handicapées se révèlent toujours utiles et favorables à l'ensemble des usagers, qu'ils soient valides ou en situation de handicap. De même que des mesures sociales en faveur des personnes défavorisées par leur lieu de naissance, leur milieu social, la couleur de leur peau, etc., ne peuvent que favoriser tous les autres. Alors, s'il vous plaît, requalifions le crime, et mettons la société en examen pour non-reconnaissance de la personne plutôt que pour non-intégration.

Refusons de demander notre intégration à une société qui ne nous reconnaîtrait pas déjà de fait pour membre. Si l'on demande à un handicapé les deux choses à la fois, « intégration et dynamisme », alors il ne comprend plus rien à rien et une envie irrépressible le prend de casser tout ce qui « intègre » et « dynamise ».

La valeur d'une société

Pour qu'un sujet soit reconnu dans une société il faut que celle-ci reconnaisse sa différence, l'aide à conquérir son autonomie, lui reconnaisse son altérité et ses droits, et traduise en actes ses intentions.

L'individualisme petit-bourgeois et le narcissisme qui l'accompagne, le culte du « héros », du plus « fort », du « bon diseur », du « beau gosse », caractérisent dans nos sociétés la négligence envers la collectivité, le repli sur soi, les minables petites stratégies personnelles, l'exclusion des autres, les « petits », les « sans défense ».

Aussi une société qui n'aurait de valeur que par l'importance qu'elle donne aux plus forts, aux gagnants, à tous ceux que le hasard de leur naissance aurait doté de « qualités » supérieures, selon les standards du moment, se condamne à l'insignifiance et à l'éclatement. Jean Rostand dans son livre *l'Homme* pensait que « c'est l'honneur d'une société d'assumer et de vouloir ce luxe pesant, que représente la charge pour elle des incurables, des incapables... Si cela ne devait pas être, je ne suis pas sûr que la société mériterait encore être appelée une société humaine ».

Tous les projets doivent tenir compte des besoins des handicapés et peuvent, par effet induit, profiter à tous les autres : enfants en bas âge, femmes enceintes, traumatisés, personnes âgées, personnes transportant des charges, etc. Il serait vain d'espérer qu'une société qui ne s'occuperait pas des plus démunis puisse suivre une voie révolutionnaire, car une société qui nierait la personne handicapée se condamnerait à perpétuer les discriminations, l'exploitation et la hiérarchisation des individus.

Emploi et formation des handicapés

« Comme vous êtes handicapé et que vous n'êtes pas titulaire d'un diplôme du niveau Bac+2, il n'y a pas d'emploi pour vous. Nous voulons des handicapés performants ! »

D'après les statistiques de l'INSEE, il y aurait en France près de 12 millions de personnes handicapées, près de 3 % de la population. Ces personnes sont pour une bonne part des handicapées de naissance ou bien victimes sociales de déficiences parfois invisibles. La diversité des populations handicapées met en échec tous les systèmes globalisateurs car chaque type de handicap doit être traité spécifiquement. C'est pour cette raison que, quel que soit le pays, la globalisation des traitements a échoué. En Europe, chaque pays a sa méthode. En Grande-Bretagne, aucune loi ne prévoit l'obligation d'emploi des personnes handicapées. La France, la Grèce, l'Italie, l'Espagne, l'Allemagne et l'Autriche ont instauré des quotas, dont le pourcentage est fonction de la taille des entreprises.

Les sociétés dont le profit individuel est le moteur peuvent-elles réussir l'insertion de ses handicapés dans la vie productive, et leur permettre une vraie autonomie ? Comment espérer que des sociétés qui ont pour but principal de tout rentabiliser ne mettent pas à l'écart, sous une forme ou une autre, les personnes handicapées ?

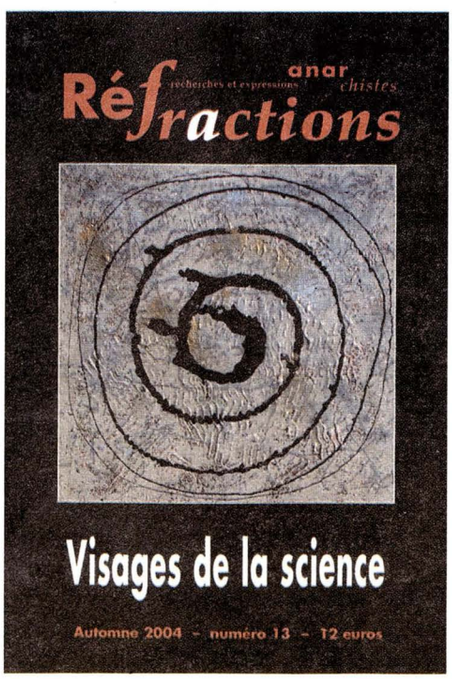
La question de l'emploi des handicapés ne pourra être résolue que par une révolution de l'enseignement et de la formation, car le vrai problème est culturel. Les jeunes handicapés sont pratiquement exclus du système de l'Éducation nationale. Combien de jeunes handicapés voit-on dans les écoles, dans les lycées ? Un fossé culturel se creuse dès le départ, quasiment impossible à combler par la suite, et isole la personne handicapée dans son ghetto. Comment s'étonner alors que les jeunes, qui n'ont pas côtoyé dans leur enfance des handicapés, arrivés à l'âge adulte, acceptent sans aucun état d'âme que l'on laisse sur le bord du chemin tous ceux qui sont hors norme : handicapés, personnes âgées, marginaux, détenus.

L'amélioration de la situation des handicapés demandera des moyens considérables. Et cela ne pourra se faire que par l'amélioration de la gestion des monstres administratifs qui s'occupent des handicapés et par la réduction drastique du budget militaire, et l'affectation des sommes récoltées à l'aménagement des écoles.

A. M. B.

Sciences
Plurielles & objectives

Patrice Schiller



Patrice Schiller milite dans le Calvados

FOISONNANT ! C'est là, l'impression que m'a laissé le numéro 13 de la revue *Réfractions* : « Visages de la science », qui vient de sortir.

La science ou les sciences ?

Et, dès la lecture du titre, on rentre dans le questionnement ; en effet, pourquoi l'utilisation du singulier pour le mot science et le pluriel pour le mot visages ? Désire-t-on signifier que la science est une et que c'est ce qu'elle nous donne à voir qui est pluriel ? Y aurait-il une telle unité dans les démarches des scientifiques qu'on devrait parler de la science au lieu des sciences ? Même s'il m'arrive dans le discours de dire la science, je pense plutôt les sciences, puisqu'il me semble qu'elles sont plurielles ; je ne cherche pas à les hiérarchiser ou à les cataloguer en « sciences dures » et « sciences molles », ce qui a le plus souvent une connotation péjorative, pour ne pas dire condescendante, dans la bouche des professionnels des sciences de la nature lorsqu'ils acceptent de reconnaître le côté scientifique des sciences humaines en les qualifiant de sciences molles.

Un questionnement utile

Un discours sur les sciences est toujours problématique en ce sens qu'il existe plusieurs niveaux d'intervention à ne surtout pas mélanger si l'on veut éviter tout amalgame. Ce dernier, en effet, permet par trop de maintenir un écran de fumée qui, outre qu'il autorise toutes les arnaques et toutes les prises de pouvoir, n'aide ni la compréhension ni les sciences elles-mêmes à tenir une place intéressante dans le questionnement de chacun.

Alors on pouvait se demander quelle méthode de réflexion allait employer la revue, et il est heureux qu'elle ne soit pas tombée dans ce travers justement dénoncé dans l'article : « Pour ou contre la science ? » (Xavier Bekaert, Pablo Servigne), et qu'elle ait laissé place à un questionnement autrement plus intéressant : « Quelles peuvent donc être les préoccupations des anarchistes vis-à-vis de la science ? »

Les réponses apportées sont ici fort enrichissantes. Elles sont en fait assez proches de celles de beaucoup de scientifiques ou penseurs non anarchistes. Certaines questions et réponses se retrouvent en effet ailleurs, à la différence que les auteurs de *Réfractions* abordent les problèmes scientifiques avec le regard de ceux qui ne veulent pas découpler la science de la société et du social, sans toutefois tomber dans le travers des sociologues des sciences, qui laissent souvent la porte ouverte au « relativisme ».

Poison intellectuel, ce dernier permet finalement de tout justifier, aussi bien les idéologies les plus mortifères que la comparaison illusoire des sciences et religions qui donne à celles-ci la légitimité qu'elles ne peuvent acquérir autrement. Les réponses proposées montrent clairement qu'il s'agit d'un questionnement d'être de chair et de sang, et pas seulement d'un questionnement éthéré. De plus, le langage employé est limpide, avec les mots de tous, ou presque, et il forme un discours compréhensible et non pas hermétique comme il l'est trop souvent chez certains philosophes des sciences.

N'est pas non plus oublié que ceux qui font les sciences sont aussi des hommes et des femmes et qu'ils vivent des situations les plus contrastées ; pour le saisir, plutôt que de théoriser cette vie dans un laboratoire de recherche, il suffit de lire le témoignage de Pierre Sommermeyer qui nous montre que les sciences ont aussi leurs prolétaires : « En trente années de présence, j'ai vu nombre d'entre eux s'effondrer en pleurs parce qu'au dernier moment soit leur sujet changeait, soit leurs résultats étaient subtilisés et donnés à un autre étudiant plus avancé, soit confisqués par leur patron. Ces étudiants sont les vrais prolétaires de la recherche. »

Un questionnement anarchiste

Le sujet le plus abordé est, bien sûr, le rapport des sciences au pouvoir, à la puissance, au capital. L'une des difficultés rencontrées par les chercheurs, et qui se pose actuellement avec encore plus d'acuité, reste celle des budgets

octroyés à la recherche. Mais les rapports de domination, de puissance résultante, sont aussi mis en évidence, notamment par cette seule question: doit-on laisser les scientifiques décider de tout ce qui concerne leur champ de connaissance, ou faut-il que les populations s'en préoccupent elles aussi? Question d'autant plus déterminante que les politiques prennent de plus en plus de décisions qui non seulement engagent les êtres humains et la société, mais aussi leur futur, en utilisant les réponses données par les scientifiques et en usant sans vergogne de leur autorité de compétence pour argumenter leurs décisions.

Le texte de Brian Martin: « Pour une politique scientifique anarchiste », qui se refuse à tout manichéisme, illustre admirablement ce propos. Partant d'un cas réel, la fluorisation de l'eau pour des raisons relevant de la santé publique, il interroge le lecteur sur les positions à tenir et les décisions à prendre.

Le fonds commun des sciences

Mais cette interrogation anarchiste ne masque pas les spécificités des sciences, c'est-à-dire: leurs objets d'études, qui ne sont pas abordés de la même façon suivant la science qui les étudie; les règles et les méthodes, différentes d'une science à une autre – ce qui laisse entendre, contrairement au titre de ce *Réfractions*, qu'il n'existe pas une mais des sciences; certaines valeurs comme l'objectivité, maintes fois répétée et qui nous montre que ce concept n'est pas uniforme chez les scientifiques et peut prêter le flanc à la critique.

Si toutefois les méthodes, les approches, les interprétations peuvent être différentes, le point commun est la recherche de la rationalité dans la plus grande objectivité possible (avec la nécessité de s'entendre sur la définition de ce mot).

Comme cette dernière est une valeur qu'on attache plus facilement aux sciences de la nature, telle la physique, il est intéressant de lire l'article de Roland Breton écrit dans le cadre de la géographie, qui est une science humaine, ou celui de François Sébastianoff: « Les règles générales de l'objectivité ».

Et si la science était idéologique

La science est-elle idéologique? À mon avis, c'est un non-sens. Car c'est quand l'idéologie cherche à s'approprier les sciences qu'elles le deviennent. C'est ce que nous montre Pablo Servigne dans son article « Au nom de la science ». Et l'on obtient le lyssenkisme, du tristement célèbre généticien Lyssenko, scientifique (mais peut-on le dire?) patenté de Staline, ou le darwinisme social, issu de penseurs qui n'ont certainement pas compris les idées de Darwin, ou bien encore l'eugénisme bâti sur la méconnaissance de la génétique, tout en invoquant encore Darwin...

C'est justement parce que la science n'est pas idéologique que ces supercheries et leurs auteurs sont rapidement dénoncés, et, quoi qu'on puisse en penser, les idéologies ne cherchent pas à corriger leurs erreurs.

Et pour conclure

Beaucoup de débats, de sujets, de concepts sont mis en avant dans ces «Visages de la science». Faut-il s'en plaindre? Ces quelque 140 pages posent de multiples questions, proposent autant de réponses qui elles-mêmes appellent d'autres questions... Mais n'est-ce pas justement l'un des rôles des sciences que ce jeu permanent de questions-réponses? **P. S.**

Le Planétarium d'Olivier O. Olivier.

Où trouver Réfractions

Librairie du *Monde libertaire*, 145, rue Amelot, Paris 11e

Librairie de l'Université, 12, rue de Nazareth, 13100 Aix-en-Provence.

Librairie l'Autodidacte, 5, rue Marulaz, 25000 Besançon

Tropisme librairie, galerie des Princes, B-1000 Bruxelles

Librairie d'Ardenne, 56, place Ducale, 0800 Charleville-Mézière

Librairie Jean Rome, 1, rue des Gras, 63000 Clermont-Ferrand

Librairie d Boulevard, 35, re de Carouge, CH-1205 Genève

L'Encre-rage, 6, rue E. Forest, 38000 Grenoble

La Plume noire, 19, rue Pierre Blanc, 69001 Lyon 1er

La Bouquinerie, 88, la Cannebière, 13001 Marseille 1er

Librairie L'insoumise, 128, rue Saint Hilaire, Rouen

et dans beaucoup d'autres librairies que nous n'avons pas la place de lister.

Koursk

un sous-marin en eaux troubles

Un film de Jean-Michel Carré

Vingt mille lieues sous les mers ou le cauchemar de la « paix froide »

Chroniques rebelles

Premiers plans: montée des marches du Kremlin et vers le pouvoir par Vladimir Poutine. Une mise en scène grandiloquente et irréelle qui tient des Marx Brothers et du couronnement de Pierre Ier: l'homme est seul, solennel pour rejoindre ses « vassaux » dans la grande salle. Ces quelques plans illustrent à merveille la stratégie de prise de pouvoir et dressent le décor.

Dès son « avènement », Vladimir Poutine lance une grande démonstration de force militaire destinée à prouver au monde que la Russie est toujours une puissance mondiale du point de vue de l'armement nucléaire; mais aussi pour les « clients » potentiels et intéressés par la technologie d'attaque sous-marine. Les « affaires sont les affaires » et le carnet de commande est tendu aux militaires chinois, ce qui inquiète les autres « grands marchands ».

C'est dans ce contexte que se situe l'« accident » du Koursk, fleuron de la flotte sous-marine russe et réputé indestructible, qui va, en quelque sorte, servir de catalyseur à la mise en place d'une stratégie de réappropriation des institutions russes par Poutine et dévoiler ainsi sa détermination politique.

Après les grandes manœuvres militaires qui ont suivi son élection, cette stratégie se dévoile avec la reprise en main de la presse, de l'armée, des services secrets, de la religion – avec ses popes noyautés par le KGB –, et enfin de l'économie, avec l'écartement des oligarques omniprésents depuis Yeltsine. L'affaire du Koursk va en accélérer le processus sur fond d'après-guerre froide que Jean-Michel Carré qualifie de « paix froide ».

Koursk. Un sous-marin en eaux troubles de Jean-Michel Carré est un documentaire d'investigation – réalisé sur trois années – qui analyse, avec du recul, cette période entre l'élection et la prise de pouvoir de Vladimir Poutine. C'est aussi une enquête remarquable sur les complexes militaro-industriels des grandes puissances.

Le film se base sur les informations, les communiqués, les documents officiels donnés

L'amiral Motsak

sur Internet et dans les médias. Fallait-il encore avoir le temps de les rassembler, de les croiser, de les analyser à la lumière des contradictions même de l'histoire officielle et des enjeux des grandes puissances : « Ce qui est fascinant dans ce genre d'investigation où votre seule arme véritable en tant que cinéaste est de prendre le temps, ce dont les journalistes ont rarement la possibilité, c'est de découvrir dans des documents relativement accessibles car officiels, des informations qui, regroupées avec d'autres, tout aussi officielles, démontrent le contraire de la thèse qu'ils sont censés illustrer. » L'enquête menée a pour résultat une hypothèse crédible sur un mensonge d'État exemplaire et un conflit mondial nucléaire frôlé.

Si l'hypothèse – qui paraît fort plausible aux spécialistes – est juste, cela prouve la gestion parfaitement cynique de la situation par Poutine. Le retard de la décision pour sauver les survivants, les premières réactions et l'embarras de la hiérarchie militaire, le mystère à propos des notes retrouvées à l'intérieur de l'appareil, puis opportunément disparues, les traces détruites de l'impact d'une torpille avec ce qui restait de l'épave, les accords entre la Russie et les États-Unis, sont autant de faits qui laissent à penser que la thèse adoptée par le pouvoir tient de la manipulation et de l'écran de fumée, histoire de faire monter les enchères côté américain. L'absence de témoins directs ne pouvant contredire la version officielle, comme celle d'une enquête indépendante sur l'accident arrangeaient beaucoup de monde. La raison d'État prime évidemment sur la vie des personnes.

Il est vrai que la période est alors cruciale pour Poutine. De la mainmise sur l'armée, la presse, l'économie dépend son installation pérenne au pouvoir. Sa gestion de l'affaire du *Koursk* révèle alors un Poutine habile politique et autocrate. Sa politique, sans ambiguïté, annonce déjà son attitude lors de la prise d'otages dans le théâtre de Moscou par un commando tchétchène et, plus récemment, sa responsabilité au moment du massacre de Gozlan. Ne pas céder et adopter une fermeté sans état d'âme : le refus de négocier et de prendre en compte la vie des civils.

Koursk. Un sous-marin en eaux troubles est un film « à tiroirs » qui aborde non seulement « l'ascension » de Poutine depuis son arrivée au pouvoir avec mise en scène grandiloquente – *The Czar is back* –, mais aussi les coulisses et les enjeux des services secrets internationaux avec, finalement, l'enjeu suprême, celui de la suprématie des armes. Les coups fourrés des complexes militaro-industriels russe, états-unien, chinois et la course aux armements sont la clef de cet imbroglio qui a coûté la vie à 115 marins et mis en danger la planète. D'ailleurs, le danger écologique reste présent car, comme le souligne Jean-Michel Carré, « on ne sait rien des restes de ces torpilles nucléaires gisant au fond de la mer de Barents ».

Pouvoir, profit et après nous le déluge… semble la devise des partis et grandes puissances en présence. Entre la concordance d'une politique, la réaction d'une presse censurée, le musellement des militaires et leur remise au pas par Poutine, le film réalise ce tour de force d'être à la fois une réflexion sur la politique russe, la menace nucléaire, l'information manipulée et les mensonges des États.

Restent deux questions majeures : une guerre mondiale a-t-elle été évitée et, surtout, que va-t-il se passer la prochaine fois ?

Programmation en janvier. « Ce type de projet, ce documentaire à contre-courant des thèses officielles » fait partie de la ligne éditoriale pour une « spécificité de France 2 ».[1] Enfin une télévision qui répond à une attente réelle du public pour ce type de documentaire d'investigation et de qualité. On imagine toujours une télévision nationale soumise aux pressions diverses – étatique, financière… –, et ce film prouve au contraire son indépendance. Alors, pour une fois, ne jetez pas la télé !

À suivre le samedi 4 décembre dans les Chroniques rebelles sur Radio libertaire, en compagnie de Jean-Michel Carré.[2] **Chr. R.**

1. Yves Jeanneau, responsable du service des documentaires de France 2.

2. Nous parlerons aussi des Films du Grain de Sable, collectif de production fondé en 1974 par Jean-Michel Carré. Trente années de production et de lutte : « Le cinéma est l'art le plus adéquat pour l'activisme politique. » En cette fin d'année, et tout au long de l'année 2005, les Films du Grain de Sable proposent un regard rétrospectif sur l'histoire du film documentaire français et étranger. 250 films à voir, à découvrir.

Impeccable logique chrétienne

Le christianisme est l'ami de la logique, tout le monde le sait. Les Américains sont une nation aussi chrétienne que logique, ainsi que le prouve ce qui suit, retapé d'un texte déniché par l'Araignée sur internet. Une animatrice radio américaine voulut persuader un auditeur rétif et peccamineux que l'homosexualité constitue un péché sévèrement puni par Dieu. Elle rappela le récalcitrant à l'ordre en termes dépourvus d'ambiguïté, parce que tirés de Lévitique 18, 22 : « Tu ne coucheras pas avec un homme comme on couche avec une femme, c'est une abomination » ; et elle ajouta : « Voilà, c'est dans la Bible, un point c'est tout. »

Enflammé de zèle évangélique, un auditeur lui envoya alors une lettre ouverte. « Merci de tant vous dépenser pour nous rappeler la loi de Dieu. À vous écouter, l'inquiétude m'a pris, car je vois à présent le péché partout, et je ne voudrais pas brûler en Enfer.

Par exemple, mes finances n'allant pas au mieux, je souhaiterais vendre ma fille comme servante, ainsi que m'y autorise Exode 21, 7. Mais quel prix licite en demander ?

Ma fille est si jolie qu'avec ce qu'elle m'aura rapporté je pourrais m'acheter des esclaves plus productifs, hommes ou femmes. Indiscutablement, Lévitique 25, 44 m'y autorise, à condition qu'ils soient achetés aux nations voisines. Les Canadiens ont renchéri ces derniers temps, mais les Équatoriens sont très bon marché. Sont-ils toutefois assez voisins pour être achetés sans péché ?

Mon voisin, malgré mes objurgations, persiste à travailler le samedi. L'Exode 32, 2 exige qu'il soit mis à mort. Étant donné qu'il est boxeur de son métier, puis-je confier cette tâche délicate à quelqu'un d'autre sans renier ma foi ?

Lévitique 21, 18 interdit de s'approcher de l'autel si l'on souffre d'un problème de vue. Mon acuité visuelle doit-elle monter jusqu'à 10/10 ? Peut-on obtenir une dispense pour un seul œil (le gauche, le droit va très bien) à 7/10 ?

Enfin, mon oncle Harry enfreint l'ordre de Lévitique 19, 19, parce qu'il fait pousser des carottes et des concombres dans le même champ alors que c'est pécher que de mélanger les cultures. En outre, sa femme Dorothy porte des vêtements mi-lin, mi-laine, ce qui va également contre la loi de Dieu. Comble d'infamie, ces deux âmes perdues passent leur journée à blasphémer. Comme hélas l'entente ne règne pas dans mon village, et que j'aurais donc du mal à rassembler tous ses habitants pour lapider mon oncle et ma femme ainsi qu'il est prescrit dans Lévitique 24, 10-16, ne serait-il pas plus simple de leur appliquer le châtiment indiqué par Lévitique 20, 14, pour celui qui couche avec la mère de sa femme, c'est-à-dire être brûlé au cours d'une petite réunion familiale ?

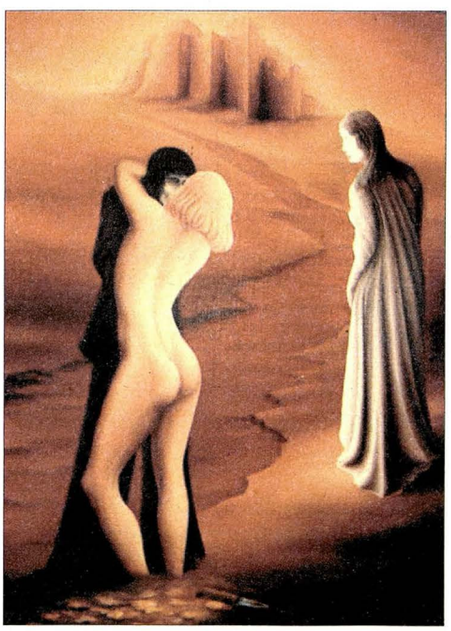
Répondez-moi vite, je vous en prie, j'ai entière confiance en votre jugement. »

Le second exemple d'impeccable logique chrétienne nous est donné à Paris par la cathédrale Notre-Dame. La couronne d'épines y est conservée, celle-là même que l'on noua sur la tête de Jésus. Avant, on la gardait à la Sainte-Chapelle, précisément construite par saint Louis pour cela. À la Révolution, on détruisit la couronne, comme tant d'autres reliques, lait de la Vierge, cœurs de rois [1], troisième, quatrième, cinquième jambes de saints, etc. Mais après la Révolution, un prêtre affirma sortir de la clandestinité. Avec l'un des brins, qu'il affirma avoir ramassé pendant que personne ne regardait ! L'Église, pressentant un miracle, lança une recherche. Le miracle eut lieu, car on retrouva les autres brins aux Archives nationales. Et quelques centaines de curés, moines et nonnes échappés au rasoir national jurèrent. Ils jurèrent qu'ils reconnaissaient sans le moindre doute possible exactement les brins qu'ils avaient tous photographiés dans leur mémoire trente ans auparavant au cas où. On plaça la relique miraculée à Notre-Dame. Elle s'y trouve encore. On l'y « vénère » tous les premiers vendredis de chaque mois. Elle est alors gardée par les chevaliers du Saint-Sépulcre, aimable gang de vieillards fort impressionnants dans leurs capes blanches à croix noires.

Mais de deux chose l'une : ou bien ce tortillon de brins de jonc n'est pas la couronne d'épines de Jésus, auquel cas l'Église se rend coupable de moquerie du sacrifice du sauveur et devrait consigner l'objet blasphémateur au vide-ordures. Ou bien c'est vraiment la couronne d'épines de Jésus, et alors les environs de Paris devraient être garnis de panneaux lumineux proclamant que la Ville Lumière est une Ville Sainte. Il faudrait bien sûr protéger ces panneaux contre les anti-pubs qui risqueraient de tirer dessus au pistolet de paintball et de les transformer en peintures pointillistes.

L'Église ne fait ni l'un ni l'autre. Car voyez-vous, « vénérer » n'est pas offrir un culte. C'est, étymologiquement, témoigner du respect. Et, ajoute l'Église, à l'image – l'image – de l'instrument du sacrifice du Christ. Enfin, vénérer les reliques n'est pas un article de foi. En d'autres termes, on peut être bon catholique et ne pas croire aux reliques. Mais y croire ne fait cependant aucun mal. Sainte Souplesse, priez pour nous !

Nestor Potkine

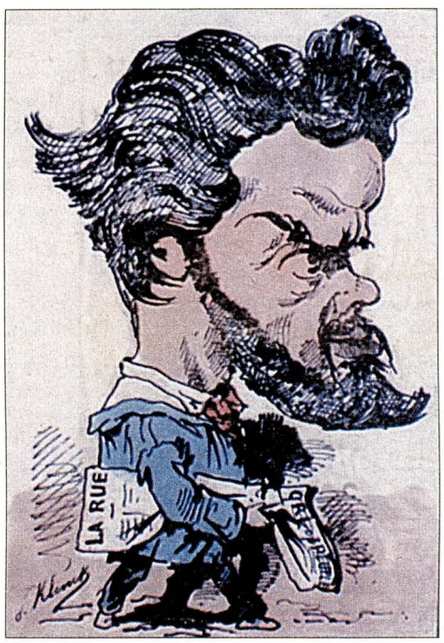


Daniel Merlier

1. Aux amateurs de plaisanteries irrespectueuses, rappelons que, oui, les rois avaient un cœur.

La Rue en fête

Circulez, il n'y a rien à voir ! (vous disent les flics).
Arrêtez-vous, La Rue est à vous ! (répondons-nous)



Réouverture de la bibliothèque

Venez voir à quoi ressemble votre nouveau local, dont l'intérieur a été entièrement refait.

Pour fêter l'avancement des travaux – grâce aux nombreux dons que nous avons reçus –, nous vous invitons à vous joindre à nous le dimanche 5 décembre.

– À 15 heures : projection du documentaire « On n'est pas des steaks hachés » (Alima Arouali et Anne Galland) sur les luttes des travailleurs précaires du McDo du Faubourg-Saint-Denis (hiver 2001-2002),

– À partir de 16 heures : pot de réouverture.

Apportez ce que vous pouvez, amenez qui vous voulez : les instruments de musique (surtout bruyants !) et les animaux (surtout vivants !) sont les bienvenus.

Les nocturnes de la bibliothèque La Rue

Désormais, la bibliothèque La Rue ouvre aussi ses portes les 1er et 3e jeudis de chaque mois, de 18 à 19 h 30. Nous souhaitons que cette ouverture supplémentaire en semaine vous permettera de découvrir encore mieux les richesses qui s'y trouvent.

Fermeture

La bibliothèque La Rue sera fermée le 27 novembre (pour cause de manifestation), le 25 décembre et le 1er janvier.

Solidarité avec La Rue

Les travaux à la bibliothèque sont déjà bien avancés, et nous remercions tous ceux et toutes celles qui nous ont envoyé une participation. Il nous manque encore 1 000 euros pour poursuivre… Vous pouvez nous faire un don en espèces ou en chèque (à l'ordre de : Les Amis de La Rue), adressé à : La Rue, c/o Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette
Paris XVIIIe – Métro Blanche ou Abbesses

Annie Livrozet…

Toujours volontairement effacée, aussi bien dans ses activités professionnelles que dans ses actions et ses engagements politiques, Annie Livrozet vient de mourir prématurément à l'âge de 61 ans. Libéralement licenciée en 1995 du journal *Libération*, à la naissance duquel elle avait largement contribué, elle ne s'était jamais vraiment remise de son départ « négocié ». En dépit de sa déception, elle y restait encore très attachée.

En 1972, en compagnie de Michel Foucault et de son mari, elle avait participé à la création du Comité d'action des prisonniers.

Libertaire, mais refusant de « s'encarter », elle était de toutes les luttes : femmes, homosexualité, handicapés, prisonniers, xénophobie, racisme, écologie. Codirectrice du centre socioculturel La Roche-Dieu à Bièvres, au moment du coup d'État du dictateur Pinochet, elle avait hébergé et nourri durant plusieurs semaines une cinquantaine de familles chiliennes qui avaient réussi à fuir le Chili.

Préférant mettre son mari en avant, elle fuyait les médias et ne cherchait aucune reconnaissance. Elle avait été la première étonnée que son livre *Femme de voyou* ait pu faire l'objet d'un film dans lequel son personnage était campé par Gabrielle Lazure.

Durant un temps rédactrice dans « Sandwich », le supplément de *Libération*, elle avait préféré s'investir dans les petites annonces plutôt que de continuer à rédiger des textes. Avec les petites annonces, elle assurait se sentir plus proche de la vie des gens. Et puis elle trouvait ça « plus rigolo ».

Son mari affirme que sans son dévouement et son abnégation de tous les instants, il n'aurait jamais réussi à être édité.

Annie Livrozet faisait partie de ces rares individus qui donnent tout, jusqu'au meilleur d'eux-mêmes, sans rien attendre en retour, sans rien demander en échange. Ce monde de plus en plus étrange et incohérent rend les honneurs aux saltimbanques, aux renégats et aux politiciens véreux. Il n'accorde aucune place à des gens comme Annie Livrozet, comme s'ils étaient de trop, comme si leur intégrité, leur humilité risquaient de perturber le désordre social auquel nous sommes tenus de nous conformer.

Après la disparition d'Annie Livrozet (comme après celle d'autres « obscurs », occultés de la vie publique), le monde de la pensée, de l'intelligence, du cœur et de la raison devrait porter le deuil. Il n'en sera rien. Les gens comme Annie Livrozet meurent dans une sorte d'indifférence proportionnelle à leurs mérites. Plus ils sont droits, honnêtes et humbles, moins on parle d'eux. Ils sont les miroirs de nos errements, de notre recherche de gloire, de pouvoir et de richesse. Après les avoir ignorés, il importe de les oublier au plus vite. Ils s'effacent comme ils ont vécu : sur la pointe des pieds en s'excusant presque d'avoir un bref instant fait irruption dans la vie, avec l'espoir dérisoire d'avoir voulu la changer, la rendre plus supportable et plus juste pour le plus grand nombre.

Les médias les ignorent, la multitude ne les connaît pas. Ils ont moins de valeur médiatique qu'un ours des Pyrénées ou qu'un loup du Mercantour. Seuls celles et ceux qui ont eu la chance de les approcher et de les côtoyer savent ce qu'ils ont perdu.

Le journal *Libération*, qui lui doit tant, a consacré 34 lignes à sa disparition. Avec l'humilité teintée d'humour qui la caractérisait, Annie Livrozet en aurait sans doute conclu qu'elle ne méritait pas cet excès d'honneur.

L'association des amis d'Annie Livrozet

Annie Livrozet sera incinérée le jeudi 2 décembre à 13 heures, au crématorium du Père-Lachaise.

Radio libertaire

Vendredi 3 décembre

Jazz en liberté: de 22h30 à 1heure, chroniques exploratoires

Dimanche 5 décembre

Chants/Contrechamps: de 15h30 à 17 heures, émission consacrée à la chanson avec deux invités : Michel Bühler pour son album « Chansons têtues » et Alain Wodrascka, auteur du livre *Docteur Renaud*.

Lundi 6 décembre

Les mangeux d'terre : de 9 h 30 à 11 heures, émission écolo-libertaire. La publicité, vecteur idéologique de la croissance.
Mardi 7 décembre

Pas de quartier: de 18 heures à 19h30, des médecins et des malades en lutte essayeront de faire le point sur la situation. faites chauffer vos galènes

Mercredi 8 décembre

Blues en liberté : de 10 h 30 à 12 heures, Zydeco, le blues accordéon en français (2e partie).

Mercredi 15 décembre

Blues en liberté: de 10 h 30 à 12 heures,la guerre du Vietnam et le blues.
Le Manège: de 14 h à 16 heures. Malek Bensmaïl pour « Aliénations ».

89.4 MHz
en région parisienne et ailleurs sur Internet

Journée Polar sur le plateau des Millevaches

Le polar se met à l'heure creusoise. Le samedi 4 décembre se déroulera une «journée polar» autour de l'auteure Laurence Biberfeld.

Programme (sous réserves)

L'après-midi à Eymoutiers (À la librairie du Passe-Temps): rencontre et signature avec l'auteure et petite conférence sur le polar. Le soir à Royère deVassivière avec Laurence, projection de photos (Au bar L'Atelier): apéro et discussion informelle avec Laurence, projection de photos de couvertures de polars... Jazz et polar: concert du groupe Equinoxe.

agenda

Jeudi 2 décembre

Bourges

Organisé par le collectif libertaire de Bourges, MEDINA et ATTAC 18. La dictature togolaise et les complicités françaises. Amphithéatre de l'IMEP, rue Joyeuse à Bourges. Débat animé par Comi Toulabor, président de Survie Gironde.

Vendredi 3 décembre

Dijon

Les voix sans maître présentent Tristan Léa et Louis Arti en concert à 20 h 30 au théâtre Fontaine d'Ouche. 6 ou 10 euros.

Rennes

Débat : Du développement à la croissance, de la nécessité de sortir de l'impasse suicidaire du capitalisme. Début à 18 heures Ferme de la Harpe, av. Charles-Tillon-Quartier Villejean Beauregard, près de la déchetterie. Rennes. Tél. 02 99 59 45 38.
21 heures : concert de soutien au local La Commune avec le groupe Honoré Capsule, chanson réaliste francophone, Gaston Coué, Boris Vian, Étienne Roda-Gil.

Samedi 4 décembre

Marseille

1er . Le CIRA vous invite à son local pour une rencontre autour du livre de Sylvie Knoerr et Francis Kaigre : Jean-René Saulière dit André Arru, un individualiste solidaire (1911-1999). À 15 h au 3, rue Saint-Dominique.

Paris

Contre toutes les formes de précarité, journée de mobilisation. Manifestation à 14 h, place de Clichy. Assemblée générale à 19 h, salle Traversière, 15, rue Traversière. Paris 12e. À l'appel de CNT, SUD, FSU, collectifs et assos.

Dimanche 5 décembre

Paris 11e

Paris 18e. Métro Blanche ou Abbesses.10, rue Robert-Planquette. À 15 h : projection « On n'est pas des steaks hachés » d'Alima Arouali et Anne Galland sur la lutte des travailleurs précaires du McDo du faubourg Saint-Denis (hiver 2001-2002). À partir de 16 h : pot à l'occasion de la réouverture de la bibliothèque La Rue.

Mercredi 8 décembre

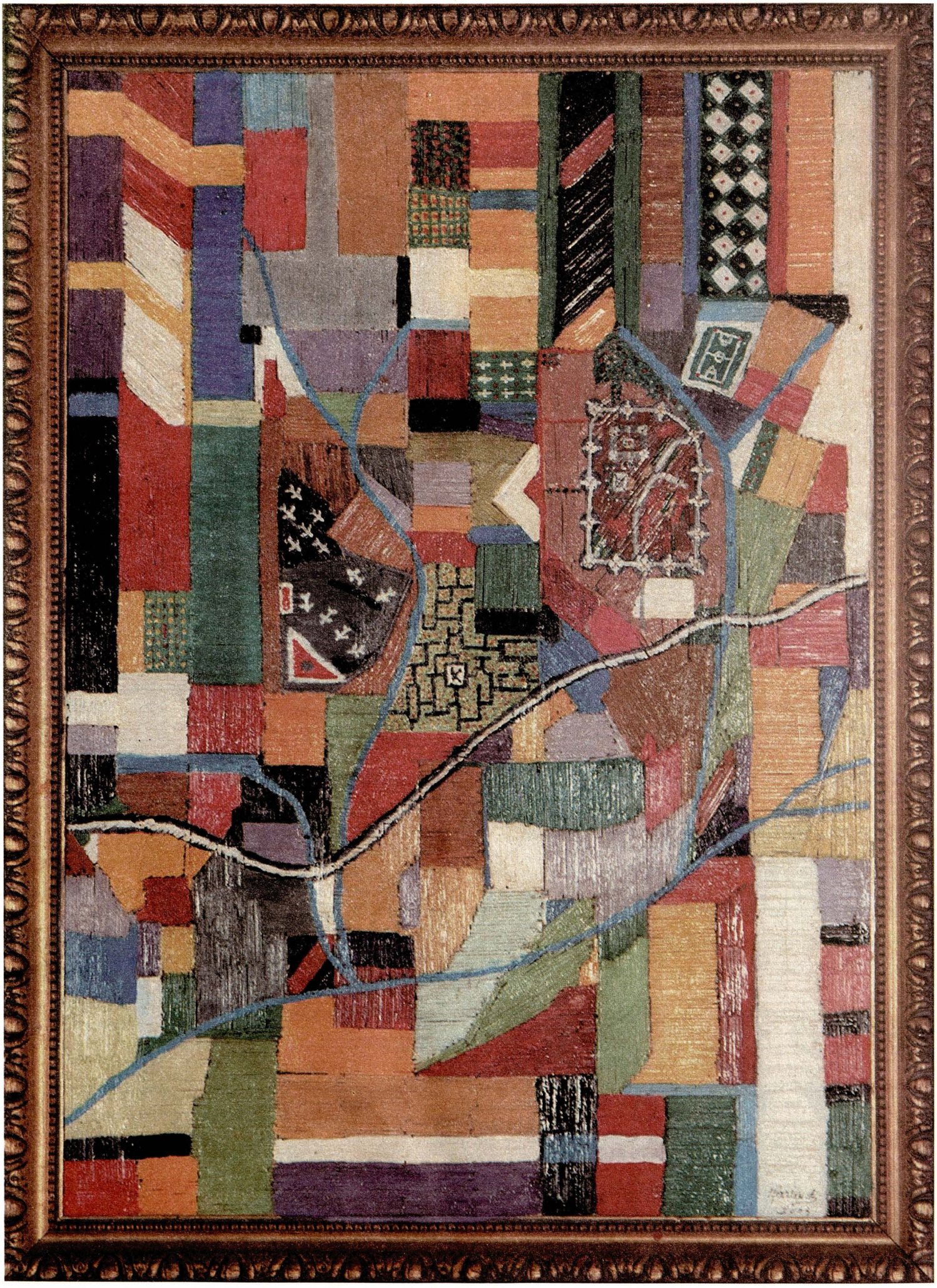
Nîmes

Rencontre sociale et libertaire : regards libertaires sur le nucléaire. À 20 h 30 à la Cantina, 4, rue Graverol. Organisé par la CNT, la FA et No Pasaran.

Vendredi 10 décembre

Paris

Anarchisme et mouvement ouvrier. Conférence-débat organisée par le groupe Pierre-Besnard à La Rue, 10, rue Robert-Planquette, Métro Blanche ou Abbesses. À 20 h.



Allumettes coloriées de Antonio Martín Bellido, *Vue aérienne avec labyrinthe*.